

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISSANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

NOTRE ENQUÊTE

auprès des personnalités politiques et littéraires européennes

sur

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes :

1^o *Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?*

2^o *Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?*

3^o *Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin d'une part à l'oppression des minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?*

4^o *Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernants actuels?*

5^o *Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?*

Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de :

Henri Barbusse, Léon Bazalgette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromski, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durtain, Charles Vildrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean Richard Bloch, Alphonse Aulard, Daniel Renoult, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Guernut, Henri Marx, Victor Marguerite, Pierre Cazals, Auguste Prenant, Raoul Verfeuil, Charles Rappoport (France); Dr. Max Uebelhör (Allemagne); Independent Labour Party, James Maxton, prés., A. Fenner Brockway secr., Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, Josiah Clement Wedgwood, William Paul, H. N. Brailsford, J. M. Kenworthy, Henry Wood Nevinson, Arthur McManus, John Wheatley, Arthur Ponsonby, Ben Tillet (Angleterre); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Deutsch, Dr. Joseph Redlich, Dr. Bruno Schönfeld, Prof. Dr. Viktor Hammerschlag (Autriche); Louis Piérard, Maurice Bourquin (Belgique); P. Istraï (Roumanie); Auguste Forel, Dr. Leonhard Ragaz, Emmanuel Duvillard, Parti Socialiste Génois; Charles Burklin prés., Lucien Guillard secr., Léon Nicole, Alice Desceudres (Suisse); Frantiek Soukup, Theodor Bartochek, Dr. Zdenek Nejedly (Tchécoslovaquie); Victor Serge (U. R. S. S.).

Hamilton Fyfe



Hamilton Fyfe, le directeur du Daily Herald, est né à Londres en 1869. Il a fait ses études au Fettes College à Edinbourg. Toute sa vie a été consacrée au journalisme.

Son père était d'abord au Times, puis au Saturday Review comme directeur-adjoint.

Hamilton Fyfe commença au Times comme jeune reporter, et passa par tous les degrés de l'avancement, jusqu'à la rédaction des articles de fond et des critiques littéraires et dramatiques.

Il devint plus tard directeur du Morning Advertiser, puis il assuma la Direction du Daily Mirror.

Plus tard il devint le correspondant spécial du Daily Mail. Au déclenchement de la guerre générale, il a été l'un des premiers correspondants de guerre se rendant sur les champs même des opérations.

Ce qu'il vit eut comme résultat de changer toute sa conception de la vie.

Dans un livre intitulé La Formation d'un Optimiste il a décrit ce processus et il a été l'un de ceux qui ont plaidé avec le plus de véhémence et de persistance pour la générosité et la camaraderie comme bases des relations internationales, au lieu de la méfiance et de la crainte.

Avec ses nouvelles idées, il ne perdit pas de temps et entra dans le Labour Party au service duquel il plaça son expérience sans égal et son enthousiasme pour tout ce qu'il préconisait.

Comme orateur, Hamilton Fyfe est très recherché — c'est à peine s'il peut accepter un dixième des invitations qu'il reçoit pour parler.

Il se défend de tenir des discours. « Je parle sur une tribune, dit-il, juste comme je parle dans une chambre à des amis et à des sympathisants. Je me défie de l'éloquence. Elle est trop souvent acceptée comme un surrogat de l'action. Et elle est un bien pauvre surrogat! »

Je suis convaincu que c'est la Fédération Balkanique qui est l'unique espoir pour consolider la paix dans le Proche Orient. Je suis également sûr qu'une telle Fédération sera formée dès que des hommes d'état capables et intelligents arriveront au pouvoir dans les pays balkaniques.

Une telle Fédération doit venir. Ceux qui s'opposent aux tendances dominantes, dans le monde entier, des petits états de se réunir pour former de grands états seront tout simplement balayés.

L'époque des petits états est passée, sauf si, comme la Suisse, ils sont obligés, de par leur position, à se contenter de leurs frontières pour vivre en paix avec tout le monde.

Le problème macédonien est une des nombreuses questions qui exigent leurs solutions, et c'est certainement l'un des problèmes les plus difficiles et les plus pressants.

La solution actuelle de la question macédonienne n'est pas du tout satisfaisante. Elle donne naissance à de continuelles intrigues et causera fatalement de nouvelles effusions de sang avant longtemps.

Les minorités n'ont de garanties suffisantes dans aucun des pays balkaniques. Cela provient de ce que les gouvernements actuellement au pouvoir sont dominés par la méfiance et la peur. Ces gouvernements craignent de voir détruits les arrangements actuels. Ils suspectent non seulement leurs voisins, mais leurs propres citoyens, de s'efforcer d'obtenir d'autres arrangements.

On ne peut espérer voir s'améliorer les conditions dans les Balkans tant que les peuples balkaniques ne seront pas satisfaits des pays à eux assignés, tant qu'ils n'auront pas jeté bas les barrières artificielles qui les séparent, et tant qu'ils n'auront pas découvert combien le nationalisme est insensé et désastreux.

La Fédération Balkanique viendra lorsque les gouvernements balkaniques seront composés d'hommes qui comprennent les véritables intérêts de leurs peuples, qui assurent un traitement équitable aux minorités, et qui sont pénétrés de cette vérité que la consolidation de la paix et de la sécurité ne peut être assurée qu'en substituant la camaraderie à l'antagonisme stupide, en s'unissant pour des buts communs au lieu de poursuivre des fins séparatistes, égoïstes et dangereuses.

Hamilton Fyfe

Frederick William Jowett



Frederick William Jowett est né à Bradford en 1864. Elu en 1892 membre du Conseil Municipal de Bradford. Président du Comité Exécutif de l'Independent Labour Party en 1921—1922. Membre de la Chambre des Communes de 1906 à 1918, puis en 1922 et en 1923.

Jowett est un homme d'une grande énergie.

Il a été l'un des champions du socialisme municipal. Il est fier d'être le seul membre du Conseil Municipal de Bradford contre lequel une censure a été prononcée et inscrite au procès-verbal pour un discours qu'il a tenu en 1895 blâmant le Conseil de ne pas admettre officiellement l'existence de la misère provenant du chômage.

Comme parlementaire, il s'est distingué par ses travaux dans le Comité de législation locale, par la campagne qu'il a menée pour l'immunité des bateaux marchands et surtout par son énergique participation aux efforts du Labour Party pour prévenir la vie chère pendant la guerre.

Je suis complètement convaincu qu'une Fédération des peuples balkaniques est l'unique moyen satisfaisant pour résoudre les difficultés existantes.

Tant que les états actuels maintiennent leurs rivalités les uns contre les autres, les minorités seront opprimées, les antagonismes militaires et économiques deviendront plus aiguës, et il n'y aura pas le moindre espoir de progrès industriel. Par contre, le danger de guerre restera permanent.

J'espère beaucoup que les peuples des Balkans s'uniront pour réaliser la Fédération désirée, et que les démocraties des autres pays de l'Europe les appuieront dans leurs revendications.

Frederick William Jowett

Maximilian Brandeisz



Maximilian Brandeisz est né en 1894. Après avoir terminé ses études secondaires, il se rendit à l'étranger où il resta deux ans. Il revint ensuite à Vienne et travailla comme employé de commerce. Grièvement blessé à la guerre. Depuis 1920 il est président de l'Association des Invalides de guerre de Vienne et vice-président de l'Association Centrale des Invalides de guerre.

Toute solution d'une question imposée brutalement par l'une des parties intéressées doit se heurter à la résistance de l'autre partie, car ce n'est que celui qui, s'appuyant sur sa force, croit pouvoir renoncer à un accord, qui impose brutalement sa volonté. Mais jamais une question ne fut jusqu'ici résolue par la violence. Et c'est pour cette raison aussi que, tant que les conditions actuelles règnent dans les Balkans, la question macédonienne constituera toujours une menace pour la paix des peuples balkaniques et une source d'inquiétudes. Car la solution actuelle de la question macédonienne est non seulement contraire aux principes de la justice et de la liberté, mais aussi une ironie aux principes de vraie humanité.

La réaction dominante est toujours désireuse de mépriser les droits les plus primitifs des minorités (les souffrances inouïes du peuple macédonien en sont les preuves) et de réprimer d'une façon sanglante toutes leurs revendications.

Le remède à cet état des choses consiste uniquement en la reconnaissance du fait que tous les peuples sont égaux en droits et que les rivalités entre eux ou entre des parties des masses, ainsi que les guerres et les oppressions en résultant, sont préjudiciables non seulement aux opprimés, mais aux oppresseurs aussi, non seulement aux vaincus, mais aux vainqueurs aussi, car ce sont les meilleures forces du peuple qui par l'attaque et la défense s'émeuvent, se gaspillent. Les masses des peuples, qui sont aujourd'hui nationalement ameutées par les représentants de la réaction, doivent être imprégnées de cette vérité. Et lorsque les peuples en arriveront à cette conclusion, la dernière heure des classes aujourd'hui dominantes aura sonné. Alors, la réaction s'effondra d'elle-même et la voie sera devenue libre pour l'entente entre les peuples et leur collaboration pacifique qui leur permettra de se compléter réciproquement. Mais cela ne pourrait être atteint que par la réalisation du socialisme, dont les principes fondamentaux excluent les rivalités en mauvaise part des peuples.

Peut-être est-il aussi possible de réaliser des phases transitoires, dans lesquelles les points de frictions entre les différents peuples sont réduits à un minimum, mais une telle solution provisoire ne peut être obtenue que par une véritable démocratie, en aucun cas par les gouvernements d'aujourd'hui.

Une Fédération des peuples balkaniques sur une base démocratique apporterait certainement aux Balkans un apaisement durable, après cette période séculaire de tentatives réciproques d'extermination qui ont arrêté et détruit la culture. Et une telle Fédération apporterait aussi une détente partielle aux rivalités toujours existantes entre les peuples de l'Europe, rivalités qui, quoique parfois latentes, menacent continuellement la paix.

Ce sont là des buts dignes d'efforts, et le moyen de les atteindre, c'est l'écartement des gouvernements d'aujourd'hui, qui ne sont que des représentants des idées de la réaction, et leur remplacement par des facteurs d'un système purement socialiste ; c'est la victoire du socialisme.

Maximilian Brandeisz

Complications et intrigues Balkaniques

Jamais la région danubienne et balkanique ne fut le champ de manœuvres et d'intrigues analogues à celles qui s'y déploient actuellement. Les négociations diplomatiques s'y enchevêtrèrent en une telle complexité qu'il est difficile à l'observateur même un peu averti d'y voir clair. Jamais les chancelleries n'usèrent de plus de machiavélisme et ne se réfugièrent davantage derrière le secret de leurs opérations. Jamais les intérêts dynastiques ne s'affirmèrent avec plus de cynisme et ne se subordonnèrent avec autant d'insolente désinvolture les intérêts des peuples. Jamais les bourgeoisies dirigeantes ne jouèrent plus audacieusement avec les risques de guerre pour satisfaire leurs visées impérialistes.

Pourtant, tous ces États relèvent plus ou moins de la Société des Nations, qui a été la grande pensée de ces bourgeoisies en notre temps, et qui fut comme un hommage hypocritement rendu par elles aux aspirations de paix qui animent les masses. M. Nintchitch, le ministre des affaires étrangères de Yougoslavie, a présidé les assises de Genève. Était-il bien qualifié pour parler de concorde internationale, alors que le pays au nom duquel il s'exprimait exerce son oppression sur des centaines de milliers d'hommes qui constituent des minorités nationales ? Pouvait-il affirmer que ses tractations avec le cabinet Poincaré-Briand-Herriot n'avaient d'autre but que de consolider un ordre fondé sur la volonté des peuples ? La Roumanie, la Grèce sont adhérentes à l'organisme international. Leurs gouvernements avoueraient-ils toutes les négociations qui furent engagées en leur nom depuis quatre ou cinq ans et qui étaient menaçantes ou pour la Russie Soviétique, ou pour la Turquie d'Angora ? Car nul n'ignore que Pangalos voulait recommencer l'expédition d'Asie-Mineure, d'accord avec Mussolini et peut-être Austen Chamberlain. Et personne ne peut douter que le compromis polono-roumain ne prévoit plus ou moins implicitement une agression contre Moscou.

Il est curieux d'établir une sorte de tableau des négociations qui ont été entamées par les États Danubiens et Balkaniques — soit entre eux, soit avec telle puissance extérieure à la région Danubienne ou Balkanique.

La Roumanie s'est liée à la Pologne, comme elle était déjà liée à la France, qui contrôle son état-major de la même façon que l'état-major tchécoslovaque. Elle relève de la Petite-Entente qui comprend, avec elle, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. Relevant de la Petite-Entente, dont les relations avec l'Italie fasciste étaient plutôt froides jusqu'à présent, il est très étrange qu'elle se soit abouchée avec le cabinet de Rome. Or, non seulement elle a engagé la conversation avec lui, mais encore elle l'a menée jusqu'au bout, puisqu'un traité paraphé à Acqui par le général Averesco et le sous-secrétaire d'État Grandi a été ensuite signé à Rome par Averesco et par Mussolini lui-même. Que contient au juste ce traité ? Il a évidemment, comme tant d'autres, une partie secrète à côté de la partie officiellement publiée. Selon toute probabilité, Mussolini a voulu se couvrir du côté de la Yougoslavie et, en échange, il a dû faire des promesses au sujet de la Bessarabie. Comme Averesco, pour n'avoir pas obtenu à cet égard des garanties formelles, est très attaqué à Bucarest, il sera sans doute obligé de faire des révélations. En tout état de cause la Roumanie, membre de la Petite-Entente, trahit un autre membre de la Petite-Entente.

La Yougoslavie elle-même s'est rapprochée de la France. Contre qui ? Ce ne peut être que contre l'Italie, sa rivale dans l'Adriatique et en Albanie. Mais M. Nintchitch n'a pas rompu, sachions-nous, les pourparlers qu'il avait jadis engagés avec Mussolini — en sorte qu'on peut toujours se demander : qui trompe-t-il ?

La Grèce de Pangalos était aux mains de l'Italie : du moins on pouvait le croire. Cependant Pangalos lui-même avait conclu un accord avec la Yougoslavie, accord économique par l'aspect, mais où les clauses politiques transparaissaient entre les lignes. La Grèce de Kondylis inquiète l'Italie, parce que le problème du Dodécannèse se réveille, mais si Mussolini lui fait des offres, et si Georges, le monarque déchu, remonte sur le trône avec le concours de la dynastie roumaine (tout est à craindre) il est vraisemblable qu'il fera bonne figure au cabinet de Rome. Que vaudra alors l'arrangement gréco-yougoslave ?

Passons à la Bulgarie. Cet État a été strictement isolé, depuis qu'il a accepté par force le traité de Neuilly. Et il a failli avoir des conflits graves avec la Yougoslavie et la Roumanie. En ces derniers temps, on a parlé d'un rapprochement entre ses dirigeants et ceux de Belgrade. Mais Mussolini s'est exprimé de manière à Rome M. Bouroff, et il faisait aussi des ouvertures au comte Bethlen, le « premier » hongrois. Rien de plus naturel qu'une conjonction entre trois dictatures, qui usent en somme des mêmes procédés. Mais la Hongrie et la Bulgarie étant les ennemies de la Roumanie qui s'est agrandie à leurs dépens, on se demande comment un traité Italo-Bulgare ou Italo-Hongrois se concilierait avec le récent traité Italo-Roumain. Nous ne nous chargerons pas de résoudre tant d'énigmes. Mais ce ne sont pas ces intrigues fascistes impérialistes et ploutocratiques qui donneront la paix aux Balkans : elle ne font qu'y attiser les brandons de guerre.

Paul Louis

La politique extérieure du gouvernement Liapcheff

Après le tournoi diplomatique entre la Yougoslavie, la Roumanie et la Grèce d'une part et la Bulgarie de l'autre, il a été parlé d'une entente entre les gouvernements balkaniques.

Ce n'est pas la première fois que cela arrive.

Dans le courant des dernières années, la presse gouvernementale balkanique et européenne a bien souvent parlé du rétablissement de relations plus solides entre les États balkaniques. L'année dernière encore, à la veille de l'incident armé entre la Bulgarie et la Grèce dans le district de Pétritch, le ministre grec des affaires étrangères Rentis a soulevé la question d'un pacte balkanique. La proposition a été favorablement accueillie par les gouvernements roumain et bulgare, mais celui de Pachitch l'a repoussée. Vint alors une période de tension dans les relations entre les États balkaniques, aboutissant enfin à la note collective du 11 août adressée au gouvernement bulgare. Mais pendant cette période, chacun des gouvernements balkaniques s'efforçait de trouver des alliés dans les Balkans et au dehors. La Roumanie a conclu des traités avec la Grèce, avec la France et avec l'Italie. Des traités d'« amitié », bien entendu. La Yougoslavie a conclu un traité avec l'Italie et a mené des pourparlers pour un traité spécial avec la France ; elle a aussi conclu une alliance défensive et une convention commerciale et économique avec la Grèce. Ce n'est que le gouvernement bulgare qui n'a point pu conclure de tels traités — si l'on ne compte pas celui signé avec la Turquie. Aussi s'est-il senti isolé. Il pouvait compter, mais jusqu'à un certain degré seulement, sur l'appui moral de l'impérialisme des États occidentaux et spécialement sur celui des gouvernements anglais et italien. Ce dernier, en particulier, a donné à deux reprises différentes un grand appui au gouvernement de la Ligue Militaire en Bulgarie. Et cela a été proclamé en son temps publiquement par le ministre bulgare des affaires étrangères Kalfoff. Mais le gouvernement fasciste de Sofia ne se sentait pas sûr de ses voisins, et il avait surtout peur d'une attaque de la part de la Serbie. Il avait été exposé à plusieurs reprises à de graves dangers. Il brigua l'amitié de Pachitch. Il accéda aux propositions les plus humiliantes du « premier » serbe. Il consentit à accepter l'entente conclue à Nisch entre Stamboliisky et Pachitch — entente qu'il avait qualifiée en son temps de traitresse. Il consentit à payer une somme énorme pour les réquisitions faites pendant la guerre. Il accepta aussi les propositions similaires de la Roumanie et de la Turquie. Il était prêt à agir de même vis-à-vis de la Grèce aussi. En un mot, le gouvernement bulgare était prêt à tout — pourvu qu'il restât libre de faire la guerre au peuple bulgare.

Et il réussit à atteindre son but. Il se sentit les mains libres dans sa politique intérieure. Mais en même temps, pour plus de sûreté encore, il s'efforça de s'assurer le vrai et efficace appui des états impérialistes de l'Europe occidentale. Il était, et est toujours, prêt à vendre les intérêts vitaux du peuple bulgare, et ceux naturellement aussi des Macédoniens, des Thraciens et des Dobroudjanais, pour être sûr que cet appui lui serait donné. Et en effet, il obtint cet appui, au prix des intérêts vitaux de la population.

Malgré les protestations du peuple entier, le gouvernement bulgare a donné en monopole à une compagnie anglaise le commerce des pores et de toute une quantité de matières animales. Il a donné à une autre compagnie, derrière laquelle se trouvent des capitalistes anglais, l'exploitation d'une grande partie des forêts des Rhodopes. Il a fait approuver par le Sobranjé son décret de payer une énorme somme comme indemnité aux compagnies anglaises et italiennes de tabacs pour les dépôts brûlés lors de la guerre entr'alliés en 1913, dans les districts de Serrés et de Goma Djoumaya. Et qui sait encore quelles autres revendications des capitalistes anglais, français et italiens sont actuellement en train d'être satisfaites... Ce qui est certain, c'est que les gouvernements actuels de la Grande Bretagne, de l'Italie et de la France sont prêts à soutenir et à appuyer toutes les revendications de l'avidité des capitalistes leurs ressortissants. Il est aussi avéré que le gouvernement bulgare d'aujourd'hui, qui n'a pas la confiance de son peuple, qui lui fait la guerre depuis trois années et demie, est prêt à octroyer toute concession, à vendre les intérêts économiques, politiques et nationaux les plus vitaux du peuple bulgare, pourvu qu'il reste libre de continuer son œuvre sanguinaire et dévastatrice pour rester accroché au pouvoir. Et c'est là la principale explication de l'appui que les États capitalistes de l'Europe occidentale donnent au gouvernement fasciste bulgare.

Mais il existe encore d'autres raisons, de natures plus générales : la situation intérieure dans leurs propres pays et l'état de leurs rapports avec la Russie Soviétique poussent ces gouvernements à octroyer leur appui à la Bulgarie et à conclure des traités spéciaux avec les autres États balkaniques. Les États occidentaux n'ont pas intérêt pour le moment à ce que des complications surgissent dans les Balkans. C'est pour cette raison que, l'année

dernière, ils ont si promptement liquidé le conflit gréco-bulgare ; c'est pour cette raison qu'ils ont usé de leur influence pour que la Roumanie, la Yougoslavie et la Grèce donnent à leur note un ton conciliant et que la réponse de la Bulgarie soit conçue dans un ton plus conciliant encore et que cet Etat se déclare prêt à accepter les revendications de ses voisins.

En examinant la politique extérieure du gouvernement Liaptcheff, nous ne pouvons pas ne pas nous arrêter sur un fait caractéristique : on a pu récemment observer une lutte entre l'Italie, derrière laquelle se trouve l'Angleterre, et la France, pour augmenter leurs influences respectives dans les Balkans.

L'influence italienne grandit sensiblement dans la péninsule. Elle est entière en Albanie. Jusque hier (avec Pangalos) elle était exclusive en Grèce. Elle croît sensiblement en Roumanie. Et le gouvernement fasciste bulgare éprouve les plus grandes sympathies pour la politique du gouvernement italien.

Le gouvernement français, de son côté, s'efforce de refouler, de réduire cette influence italienne pour en prendre la place. Dans les Balkans, il a un très sûr allié : c'est le gouvernement serbe. Mais le Quai d'Orsay perd de son influence en Roumanie. Il avait une grande influence en Bulgarie, sous Tsankoff, et maintenant il s'efforce de reconquérir le terrain. Il fait des efforts pour faciliter un rapprochement entre les gouvernements serbe et bulgare — mais le gouvernement de Liaptcheff, quoiqu'il s'efforce de se présenter comme disposé amicalement envers le gouvernement français, tourne ses regards plutôt vers l'Angleterre et l'Italie.

L'Italie, c'est la mère du fascisme. Le gouvernement de Liaptcheff se sent une parenté, une affinité pour le gouvernement de Mussolini. Dans la personne du Duce il voit un ami sincère de sa dictature. Aussi, au cours de son voyage de retour de Genève à Sofia, le ministre bulgare des finances M. Moloff est allé faire ses courbettes devant Mussolini. M. Bouroff, qui a eu à plusieurs reprises à Genève des pourparlers avec M. Nintehitch, une fois même en présence de M. Briand, pour arriver à rétablir des relations amicales et éventuellement à conclure une entente entre les deux pays, a également passé par Rome pour exprimer au chef fasciste toute l'admiration de M. Liaptcheff et tout spécialement pour le remercier de l'appui qu'il a prêté au gouvernement de la Ligue Militaire dans deux cas extrêmement critiques pour la dictature sanglante de Sofia. Mais le véritable but de M. Bouroff était tout autre, ainsi qu'on a pu le voir de ses déclarations à l'Agence officielle italienne Stefani et à la presse italienne.

En réponse aux nouvelles lancées dans la presse, après l'entrevue avec Nintehitch et Briand à Genève, de ce que la conclusion d'une entente entre les gouvernements Liaptcheff et Ouzounovitch serait imminente et conduirait bientôt à une Entente Générale Balkanique, Bouroff a démenti catégoriquement les bruits concernant une Confédération Balkanique et a relevé que les relations économiques bulgare-italiennes s'amélioraient de plus en plus. (Agence Stefani, 7 octobre.) Bouroff a encore déclaré à la presse italienne que dans l'intérêt de la paix et de la tranquillité dans les Balkans il était nécessaire que la situation des Bulgares habitant la Dobroudja, la Macédoine et la Thrace fût améliorée. (Les fascistes bulgares qui sont les plus grands coupables de la grave situation de leur pays ne laissent échapper aucune occasion pour railler les souffrances de la population et pour en faire des sujets de leurs spéculations — G. K.) que l'on permette à la Bulgarie d'avoir une armée régulière et permanente de recrues, et qu'elle obtienne une sortie sur la mer Egée. Et il y a quelques jours on faisait circuler dans la presse étrangère le bruit que les cercles officiels de Belgrade prétendaient avec certitude que l'Italie était prête à soutenir les deux dernières revendications du gouvernement de Sofia.

On en déduit donc que Bouroff a mené à Rome des pourparlers avec Mussolini ayant pour but d'obtenir l'appui du gouvernement italien pour le raffermissement du régime du gouvernement fasciste bulgare. Voilà dans quelles eaux se meut le gouvernement de la Ligue Militaire en Bulgarie.

Au prix des intérêts vitaux du peuple bulgare, des intérêts et des idéals des Bulgares en Macédoine, en Dobroudja et en Thrace, le gouvernement de Liaptcheff s'efforce d'obtenir de l'Italie et de l'Angleterre une protection qui lui est indispensable pour continuer la guerre qu'il a déclarée voilà plus de trois ans au peuple bulgare. Se sentant déjà sûr de cette protection, le gouvernement de Liaptcheff a renforcé dans le pays la terreur du peuple bulgare en entier et du mouvement de libération de l'émigration.

Mais contre cette terreur de plus en plus renforcée en Bulgarie nous continuerons à lutter âprement, de toutes nos forces. Le peuple bulgare luttera avec la dernière énergie pour écraser cette dictature inique qui ensanglante le pays.

G. Kazanovsky

Le Meeting de Paris contre la Terreur en Roumanie et en Bulgarie

Le Comité pour la Défense des Victimes de la Terreur Blanche dans les Balkans a tenu le mercredi 6 octobre un grand meeting de protestation contre les nouveaux actes de Terreur Blanche en Roumanie et en Bulgarie.

Une foule énorme avait répondu à l'appel des organisateurs. On a dû refuser des entrées, la salle étant bondée.

M. Panaït Istrati, qui devait présider la réunion, s'est excusé par une admirable lettre de protestation contre les crimes du fascisme balkanique. La réunion a été présidée par M. Marcel Willard, avocat, secrétaire du Comité, assisté de MM. Emile Kahn de la Ligue des Droits de l'Homme et Cordier du Secours Rouge.

Le Président donna lecture d'une lettre de M^{me} Anna Karima, s'associant au meeting et remerciant le Comité et la Ligue pour leur action contre la Terreur en Bulgarie.

Successivement, devant un auditoire profondément attentif, MM. Daniel Renoult, au nom du Comité, Cordier, au nom du Secours Rouge, Emile Kahn, au nom de la Ligue des Droits de l'Homme, Compère-Morel, au nom du Parti Socialiste, Raymond, au nom des Jeunesses Communistes, Garchery, au nom du Parti Communiste, et Henri Torrès, avec sa haute autorité de grand avocat, toujours au service des justes causes, et enfin Herclot, au nom des Syndicats Unitaires, stigmatisèrent les tueries de Troïan, l'incarcération d'Anton Strachimiroff, les poursuites et les tortures contre les jeunes gens en Bulgarie, l'assassinat de Pavel Tkatchenko, le procès de Boris Stéfanoff, la persécution contre les syndicats roumains.

Tous ces crimes, dénoncés avec une précision parfaite et une indignation vibrante, ont profondément ému l'assistance, où toutes les couches de la population et toutes les opinions antifascistes étaient représentées.

A l'unanimité, l'ordre du jour suivant a été adopté :

Les citoyens et ouvriers français et balkaniques réunis le 6 octobre, salle des Sociétés Savantes, après avoir entendu les citoyens Henri Torrès, Emile Kahn, Daniel Renoult, Raymond, Cordier, Compère-Morel, Herclot et Garchery, exposer les multiples crimes des gouvernements de Roumanie et de Bulgarie, les persécutions des Organisations ouvrières, les confiscations des journaux démocratiques et ouvriers, les poursuites contre les organisations et les personnalités politiques qui ont le courage de s'élever contre la terreur, et en particulier :

En ce qui concerne la Roumanie :

L'assassinat de Pavel Tkatchenko ;

L'arrestation, la torture et le renvoi devant le Conseil de guerre de l'ancien député Boris Stéfanoff et ses co-inculpés ;

La confiscation des journaux : *Lupta, Vista Muncitoare, Munkas Elet, et Chemarea Ardealului* ;

La confiscation et l'interdiction du dernier livre de Panaït Istrati ;

Les poursuites et les perquisitions subies par la « Ligue contre la Terreur de Roumanie » ; les arrestations sans motif, ni raison des leaders ouvriers et la fermeture du local des Syndicats ;

Le maintien de l'Etat de Siège et des Conseils de Guerre ;

En ce qui concerne la Bulgarie :

Le massacre de Troïan où plus de 120 paysans paisibles furent massacrés par les organisations « irresponsables » du gouvernement, sous prétexte de poursuites contre les brigands ;

Les poursuites et tortures dirigées et infligées aux jeunes ouvriers et étudiants, tortures qui finirent par le suicide de 4 jeunes gens qui ne pouvaient plus les supporter ;

Les 500 arrestations opérées parmi les jeunes ouvriers membres des organisations syndicales ou politiques ;

L'arrestation de l'éminent écrivain Strachimiroff, lequel, bien que libéré après trois semaines de prison, est encore l'objet d'un procès ;

La suppression du journal *Novini* et l'arrestation de tous ses rédacteurs ;

La confiscation de la presse syndicale, etc. etc.

élèvent leurs protestations contre ce régime sauvage, expriment leur admiration pour les hommes vaillants qui, dans des conditions tellement pénibles, luttent tout de même dans ces pays contre la Terreur ; demandent aux deux gouvernements le rétablissement de la légalité, des libertés politiques, d'opinion, de presse et d'organisation syndicale ; la suppression des régimes et des lois d'exception, des Conseils de Guerre ; en un mot le rétablissement d'un minimum de libertés.

Contre la Terreur Blanche en Roumanie

Le Comité de défense de Genève a adressé la lettre suivante à M. Jean Mitilneu, ministre des affaires étrangères et chef de la Délégation de Roumanie à la S. d. N.

Monsieur le Ministre,

Avec l'avènement de M. Averesco au pouvoir, la démocratie européenne espérait que le régime d'illégalité, d'arbitraire et de terreur prendrait fin.

Les renseignements qui nous arrivent de Roumanie ne sont pas, hélas ! de nature à justifier cet espoir. C'est ainsi que l'affaire récente de l'arrestation et l'emprisonnement de MM. Stéfanoff, ancien député, Schein, secrétaire des syndicats, et Tkatchenko, nous a amené à faire une démarche auprès du gouvernement de Bucarest pour demander leur libération. Nous avons appris avec satisfaction que M. Schein a été mis en liberté, mais par contre il nous revient que M. Tkatchenko a été tué pendant son transfert de Kichinev à Jassy. On nous assure que la vie de M. Stéfanoff serait également en danger.

Nous voulons croire que ces nouvelles sont inexactes, ou fortement exagérées, et nous prenons la liberté, Monsieur le Ministre, de vous prier, dans un sentiment de justice et d'équité, de bien vouloir transmettre au gouvernement roumain notre vif désir de voir l'élargissement de M. Stéfanoff, et nous nous permettons en même temps d'exprimer le vœu ardent d'un retour aussi prompt que possible à un régime de légalité et d'apaisement dans l'intérêt même du peuple roumain, pour lequel nous nourrissons une profonde sympathie.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Comité :

L. Nicole, conseiller national, rédacteur en chef du *Travail et du Droit du Peuple* ; J. Dickler, avocat ; J. B. Pons, vice-président du Conseil administratif de Genève ; Ch. Burklin, conseiller aux Etats, président du Parti socialiste genevois ; Dr Edouard Dufour, ex-Privat-docent à l'Université de Genève ; C. Rosselet, député au Conseil national suisse ; Albert Naine, député au Conseil national suisse ; Henri Baudin, architecte, prof. à l'École des Beaux-Arts ; A. Dufaux, ancien conseiller national, secrétaire général de l'Union des Syndicats du canton de Genève ; R. Gendre, secrétaire de la Fédération suisse des horlogers et des ouvriers sur métaux, section de Genève.

La fusion du parti national et du parti paysan en Roumanie

Toute une série de faits, de la défaite des libéraux dans les élections des chambres agricoles en août 1925 à la fusion nationaliste-tsaraniste, prouvent que de profonds changements ont lieu dans la vie politique de la Roumanie. D'une part, ce sont les masses qui cherchent des voies nouvelles pour pouvoir secouer le joug de l'oligarchie, d'autre part ce sont les groupes dirigeants des partis de l'opposition qui cherchent des « orientations » nouvelles, des nouveaux moyens pour pouvoir arriver à goûter enfin des succulents avantages du pouvoir. Les masses du peuple tendent donc vers le renforcement de la lutte contre l'oligarchie, les chefs de l'opposition au contraire tendent vers un accord avec l'oligarchie. Pourtant toutes les deux tendances ont ceci de commun : elles sont issues d'une profonde désillusion de l'efficacité des moyens politiques employés jusqu'à présent dans la lutte contre l'oligarchie.

Mais la désillusion des masses ne doit pas être confondue avec celle des chefs. En quoi consiste la désillusion des masses ? Les masses populaires, qui après la guerre, par le suffrage universel, sont devenues des facteurs des plus importants de la vie politique de la Roumanie, ont cru jusqu'à présent qu'elles pourraient jeter bas l'oligarchie par des moyens pacifiques, légaux : par « l'arme du vote ». Les chefs nationalistes-tsaranistes prêchaient aux masses qu'une pareille merveille pouvait bien avoir lieu dans la Roumanie de Bratianu si l'on faisait preuve d'« un peu de patience ». Eh bien, l'expérience a montré aux masses populaires que l'oligarchie ne peut pas être abattue seulement « à force de voter » ; malgré tout le suffrage universel, l'oligarchie est restée au pouvoir, par la terreur et par la fraude électorale. Les masses ont ainsi perdu la foi dans l'efficacité des méthodes de « lutte » employées jusqu'à présent, elles ont perdu la conviction que les chefs actuels nationalistes et tsaranistes peuvent les mener à la victoire contre l'oligarchie : aux élections partielles des dernières semaines la participation au vote a été considérablement restreinte, ce que les chefs de l'opposition reconnaissent eux-mêmes : le sénateur Gh. Pop confesse dans l'*Adeverul* que les masses opposent à la propagande électorale une retenue motivée par les paroles : « A quoi bon voter, risquer les

balles des gendarmes pour pouvoir déposer les votes dans les urnes puisque se sont toujours les bulletins des libéraux ou des Averescans qui en sortent. C'est inutile de voter, il faut autre chose. »

Mais pendant que la désillusion des masses se manifeste par une radicalisation de leur pensée politique, celle des chefs de l'opposition se manifeste par une migration vers la droite. La plupart d'entre eux voient maintenant l'impossibilité d'arriver au pouvoir dans la Roumanie d'aujourd'hui seulement par l'emploi de « l'arme du vote ». Mais ces chefs ne sont pas décidés de marcher dans des voies nouvelles, de recourir à des moyens de lutte réelle, à l'action effective et organisée des masses. Que leur reste-t-il alors à faire ? Rien que la capitulation définitive et ouverte devant l'oligarchie et la cour. Telle est la conclusion à laquelle sont arrivés dans ces derniers temps la plupart des chefs des partis national et paysan — conclusion, comme on le voit, diamétralement opposée à celle à laquelle sont arrivés, simultanément, et à la suite du même processus politique, les larges masses des villes et des campagnes.

Dans le Parti National, ces tendances de capitulards sont arrivées à des formes d'un rare cynisme. Une bonne partie des chefs tsarvaniens de ce parti (Vayda, Dan, etc.) ont demandé ouvertement la fusion avec les libéraux de Bratianu. D'autres, particulièrement ceux de l'Ancien Royaume (Jorga), sont aussi pour une entente avec l'oligarchie, mais par une participation au gouvernement Averesco. Chez les Tsaranistes, des chefs, dont le Dr Lupu, préconisent une entente avec « un parti du gouvernement », c'est-à-dire de la cour, pour recevoir la possibilité de participer aux avantages du pouvoir. Le reste des chefs des partis national et tsaraniste sont ainsi arrivés à se trouver placés entre le marteau des masses, qui poussent vers la radicalisation de la ligne politique, et l'enclume des groupes dirigeants, qui demandent une entente ou même une fusion avec l'oligarchie. Ces chefs sont partisans de la fusion des partis national et tsaraniste, mais ils ne se distinguent pas au fond des autres. Eux aussi, comme les autres, ne pensent pas du tout à virer à gauche, eux aussi sont des adversaires de l'action des masses « dont on sait où elles commencent, mais jamais où elles arrivent ». Ces chefs comprennent en même temps que par la fusion avec l'oligarchie ils se compromettent définitivement devant les masses. Mais sans influence sur les masses, ces chefs perdent la plus grande partie de leur prix devant l'oligarchie. Pour pouvoir extorquer de l'oligarchie la plus grande somme possible d'avantages, ces chefs aux tendances fusionnistes pensent qu'il vaut mieux s'unir et se présenter unis dans le marchandage avec l'oligarchie. Et voilà le sens de la fusion national-tsaraniste qui vient justement d'avoir lieu. D'autre part l'oligarchie comprend, elle aussi, qu'il vaut mieux ne pas émietter les deux partis, ne pas détacher de la fusion les groupes « libéraloïdes » et prêts à devenir des transfuges ; en laissant ces groupes au sein du parti fusionné national-tsaraniste, l'oligarchie pourra mieux manœuvrer dans le « nouveau » parti, pourra mieux influencer ce parti de l'intérieur et le transformer plus facilement, plus complètement en un instrument de l'oligarchie.

Les chefs nationaux-tsaranistes poursuivent ensuite par la fusion le but de magnétiser de nouveau les illusions des masses. Ils comptent que les masses redonneront leur confiance à ces chefs en se disant : « ce que les partis national et paysan n'ont pu faire étant séparés, ils réussiront peut-être à le faire maintenant étant unis : à obtenir le pouvoir ». Enfin la fusion est, dans le plan de ses protagonistes, un moyen pour empêcher que des groupes préconisant l'entente directe et immédiate avec l'oligarchie, se détachent des partis national et tsaraniste.

La fusion national-tsaraniste, loin d'être un pas vers la victoire contre l'oligarchie est au contraire un pas vers la subordination complète des deux partis à l'oligarchie et à la cour. Elle constitue un pas à droite, une étape dans le processus de la formation du front uni de l'oligarchie avec les chefs corrompus de la moyenne et petite bourgeoisie. La base même d'ailleurs, sur laquelle la fusion a été décidée, montre qu'elle ne signifie pas une évolution du parti national vers la gauche, mais une évolution du parti paysan vers la droite. Le nom du « nouveau » parti fusionné sera « national-paysan » — il souligne donc son caractère prédominant « national » au détriment du caractère paysan, donc de classe, de l'ancien parti paysan. Ensuite, dans le programme commun adopté par tous les deux partis fusionnés, on renonce formellement aussi au principe même de la lutte de classes qui figurait en tête dans la théorie du feu le parti paysan. Les chefs tsaranistes ont aussi laissé tomber la demande d'une nouvelle expropriation (« la seconde expropriation ») de la grande propriété agraire (la réduisant à 100—200 ha.). Quant à la suppression de l'état de siège, on ne la mentionne même plus. On ne souffle également pas mot sur l'amnistie ou sur l'abrogation des lois d'exception « pour le maintien de l'ordre public » ou contre les libertés ouvrières.

La fusion, cette défection en gros des chefs de l'opposition, ne s'effectuera pourtant pas sans quelques « défections » isolées. Il y a des chefs nationalistes réactionnaires, qui étaient depuis toujours des agents de la cour au sein de l'opposition,

et qui s'opposent à la fusion avec les Tsaranistes parce qu'ils ont peur que dans le parti fusionné ces derniers n'obtiennent lors du marchandage avec l'oligarchie un prix plus élevé qu'eux-mêmes, réactionnaires bien connus qui ne peuvent plus tromper les masses. Le groupe Jorga et le groupe Argetoianu tâcheront d'obtenir de l'oligarchie une entente pour leur propre compte. Mais le fait fondamental et essentiel reste : la fusion est une évolution à droite des chefs de l'opposition petite bourgeoisie-paysanne en contradiction avec l'évolution à gauche des masses populaires.

Tôt ou tard, l'oligarchie comprendra l'avantage qu'elle peut tirer du parti fusionné et se mettra d'accord avec ses chefs, en les faisant participer d'une manière ou d'une autre aux avantages du pouvoir — soit par une coalition avec Avereseo, soit directement avec Bratianu, où même « seuls » : mais en tout cas sous l'hégémonie des libéraux et sous le patronage de la cour.

I. Mateescu

Vains efforts

Le gouvernement réactionnaire du Zgovor en Bulgarie, plongé dans ses crimes, ne connaît plus de limites à son activité criminelle. N'ayant pas réussi à provoquer par les agissements de ses louches agents des luttes fratricides dans les milieux révolutionnaires dobroudjanais et à exploiter ce mouvement de libération en le subordonnant à ses fins égoïstes et intéressées, il avait déclenché contre ce mouvement, en août dernier, la brutale offensive de sa force armée ; et dans le but de masquer et de justifier son abominable crime contre la liberté de la Dobroudja, il a entrepris aujourd'hui une lâche et odieuse campagne de calomnies contre les révolutionnaires dobroudjanais tombés sous les balles meurtrières de la soldatesque zgovoriste.

Ce fut Liaptcheff lui-même qui attacha le grelot. Dans son exposé à la Chambre, il qualifia les Dobroudjanais, victimes de cette soldatesque, de brigands et de voleurs de chevaux. Après lui vint, naturellement, Bourouff, ce digne représentant du Narodniakisme, de cette noire réaction instigatrice de tous les assassinats en Bulgarie. En route pour Genève, Bourouff fit à Belgrade à un collaborateur du *Vreme* des déclarations (publiées dans le numéro du 5 septembre dudit journal) dans lesquelles, après s'être vanté de ce que le gouvernement avait tué les révolutionnaires dobroudjanais, il proclamait que l'on aurait trouvé sur eux des documents importants établissant les liens du mouvement révolutionnaire dobroudjanais avec Moscou, et il qualifiait les combattants pour la liberté de la Dobroudja de « bandits attaquant pour de l'argent », agissant conformément aux instructions « de la centrale bolchévique à Vienne ». Et Bourouff ajoutait triomphalement : « le gouvernement bulgare prendra des mesures draconniennes et n'aura aucune clémence contre toute organisation irrédentiste qui susciterait des entraves aux relations de bon voisinage de la Bulgarie. » Et ce sinistre individu se rengorgeait : « Nous allons sévir ! »

Après l'assassinat des révolutionnaires dobroudjanais en août dernier, la presse gouvernementale a observé pendant une semaine le mutisme le plus absolu sur les noms des victimes, mais elle a publié sous de grosses manchettes que dans le district de Choumen on avait exterminé des « brigands ». Par la suite, après que les noms des victimes furent connus par l'émigration, cette même presse a commencé à proclamer que ces Dobroudjanais tués par les forces zgovoristes étaient « des communistes, Dotcho Mikhaïloff et ses camarades, organisateurs des tchétsas communistes dans le district de Choumen ». L'organe de M. Liaptcheff, le *Zora*, dans son numéro du 19 septembre, a écrit littéralement ce qui suit :

« Chez Dotcho Mikhaïloff ont été trouvés des archives et des documents compromettants et une liste des personnes en vue de Varna, Preslav, Osman-Pazar, Choumen, Razgrad, Provadia et ailleurs qui devaient être tuées (*sic!*) ; il a été établi que la tâche de Dotcho Mikhaïloff était d'organiser des troupes devant renverser par la force armée l'ordre de l'Etat et de la société. »

L'organe du gouvernement, le *Svobodna Rjetch*, dans son numéro également du 19 septembre, établit un rapport entre les assassinats et les arrestations des révolutionnaires dobroudjanais et le « complot de la jeunesse communiste » dernièrement « découverte », et prétend que « les tchétsas communistes de Dotcho Mikhaïloff ont été dirigés par le plus actif des comités communistes, celui du district de Choumen ».

Pendant la boucherie, organisée en 1924 à Gorna-Djoumaya, des révolutionnaires macédoniens les plus en vue, le gouvernement sanguinaire du Zgovor avait affirmé à hauts cris que l'on s'étaitapprêté à proclamer dans le district de Pétritch la république soviétique ; et aujourd'hui ce même gouvernement assassine les combattants pour la liberté de la Dobroudja en criant, bavant de rage : « ces gens-là ont des liens avec Moscou, ils travaillent pour renverser l'ordre social. » Les méthodes

d'action des gouvernements de réaction du Zgovor contre les militants nationaux révolutionnaires sont toujours les mêmes dès que ces derniers prennent crânement position pour défendre leur indépendance et cesser d'être les instruments d'un gouvernement sanguinaire, dès qu'ils cessent d'être un réservoir de mercenaires contre les ouvriers et paysans bulgares.

Mais les crimes des tyrans zgovoristes ont été tellement abominables, tellement monstrueux, que leurs derniers coups contre le mouvement révolutionnaire dobroudjanais firent déborder la coupe, éveillèrent la conscience assoupie de la démocratie bulgare. L'organe du parti démocrate, le *Znamé*, dans son numéro du 8 septembre, a publié un émouvant appel à la mémoire de Dotcho Mikhaïloff et a ainsi grandement contribué à ce que le masque de cette odieuse campagne de la presse stipendiée fut enfin définitivement arraché. Le front constitué par la réaction zgovoriste contre le mouvement révolutionnaire dobroudjanais a été définitivement percé, émiétté.

Voici, avec quelques petites abréviations, le contenu de cet article :

Dotcho Mikhaïloff

« Il n'était pas un brigand, ni un voleur de chevaux — il n'a jamais tué personne, il n'a jamais volé rien à personne. Il était au contraire un défenseur dévoué de ses frères exposés à être volés, expulsés, exterminés. »



Il était un disciple de Gotsé Deltcheff, le héros macédonien, mais il n'a pas eu le bonheur de tomber comme Deltcheff sur le champ de la lutte. Il a marché sur les traces de Vassil Levsky, le grand révolutionnaire bulgare, et comme lui il est tombé victime de la trahison : il a cherché un endroit pour se reposer quelque peu de ses fatigues, et il y a trouvé la mort.

Peut-être Gotsé a-t-il été la victime désignée par le destin pour que viennent Hinden et la lutte grandiose des Macédoniens opprimés — et peut-être le destin a-t-il voulu que Levsky fut trahi et livré aux Turcs pour que, tombé comme tombé sur un buisson un aigle frappé par la balle perfide, naisse de sa mort l'épopée de Stredna-Gora et de Chipka.

Et peut-être Dotcho Mikhaïloff a-t-il été offert en holocauste pour que s'élève de ses cendres le feu apportant le salut à notre patrie en danger.

Peut-être...

Mais comme, aujourd'hui, à toute glorification des idéals des luttes nationales nous allons nous incliner devant le monument de Vassil Levski, comme aujourd'hui sur les cendres sacrées de Gotsé brûle jour et nuit la flamme inconsumable pour éclairer et enflammer l'esprit et la conscience de la jeunesse macédonienne — on verse aujourd'hui des larmes sous tous les toits, et dans toutes les chaumières de la patrie opprimée on brûle des cierges qui enflammeront les cœurs, qui illumineront le testament pour lequel est tombé Dotcho Mikhaïloff.

Et viendra le jour où la justice suprême et les commotions de la conscience publique érigeront un monument majestueux — non pas au brigand et voleur de chevaux, mais à l'apôtre, au combattant dévoué pour les droits et les libertés du peuple — Dotcho Mikhaïloff. »

Par l'assassinat des intrépides militants pour la libération de la Dobroudja — Dotcho Mikhaïloff et ses camarades — le pouvoir sanguinaire des banquiers, des spéculateurs et des généraux en Bulgarie a commis une action criminelle et scélérate qui aura de grandes conséquences politiques. Un grand mécontentement s'est emparé de l'émigration dobroudjanaise toute entière en

Bulgarie et des masses laborieuses en Dobroudja, mécontentement qui gagne chaque jour de l'intensité. Le masque des grands patriotes de Sofia est arraché. Leur bienveillance tartufienne pour les luttes de libération des masses dobroudjanaises constituait de tous temps l'un des plus grands obstacles à ce que ce mouvement s'oriente dans la vraie voie révolutionnaire, l'un des freins du développement normal de ces luttes. Cet obstacle est maintenant à jamais détruit. Les Dobroudjanais ont vu que ce sont les mains criminelles des agents zgovoristes qui ont directement trempé dans l'assassinat de Datcho Mikhaïloff et de ses camarades. Et l'émigration dobroudjanaise en Bulgarie ne tardera pas non seulement à adopter une attitude hostile vis-à-vis de la réaction du 9 juin, mais elle engagera aussi une active lutte contre elle. Le coup de félonie porté contre le mouvement de libération dobroudjanais, après celui porté contre le mouvement macédonien en 1924, fournira une nouvelle et très grande leçon à l'émigration dobroudjanaise et macédonienne en Bulgarie.

La réaction bulgare, éclairée sous son vrai jour, sera reconnue par les Dobroudjanais et les Macédoniens pour ce qu'elle est : une tyrannie et une oppression à l'instar des tyrannies et des oppressions grecque, yougoslave et roumaine. La voie pour la formation du front unique des mouvements nationaux révolutionnaires sera déblayée pour la lutte contre l'ennemi commun : la réaction balkanique. Et, dans cette lutte, Macédoniens, Dobroudjanais et Thraciens auront non seulement les sympathies, mais aussi l'appui fraternel du mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans de tous les pays balkaniques.

Tels doivent être, tels seront les résultats du dernier crime du pouvoir sanglant du Zgovor en Bulgarie, et ses efforts de masquer ce crime seront vains.

Dobroudjansky

Le II^{me} Congrès des minorités ethniques *

II

Nous disions que la solution rationnelle du problème des minorités nationales est intimement liée à celle de la délivrance des masses de l'oppression et de l'exploitation qui pèsent sur elles.

C'est dire que la question des minorités ethniques est une question essentiellement révolutionnaire et que tous ceux qui désirent réellement l'émancipation des minorités du joug des majorités oppresseuses doivent lutter contre le régime de l'oppression et de l'exploitation des masses.

Les congressistes de Genève, en général, composés des représentants de la classe bourgeoise et capitaliste, juraient au nom de « l'ordre » et de la « légalité ». Ils cherchaient à résoudre le problème des nationalités « dans le cadre des Etats ». Ainsi, nous lisons ce qui suit dans un communiqué que le Comité d'Organisation du Congrès a transmis à la Presse :

« Le programme du Congrès se bornera aux questions concernant exclusivement la façon de régler la question nationale dans le cadre des Etats, et toute attitude agressive contre les gouvernements et les Etats est exclue en principe. »

On doit convenir que c'était pousser un peu trop loin la « prudence » !

Le congrès n'admettait pas non seulement les revendications séparatistes — ce qui a obligé les Ukrainiens de Pologne, de Tchécoslovaquie et de Roumanie à refuser de participer au Congrès — mais il interdisait même toute critique envers les gouvernements et les Etats oppresseurs.

Une foule de minorités était venue se plaindre de sa situation et réclamer. Mais quels étaient les griefs et les doléances de ces minorités, quelle était la situation particulière de chacune d'elles, de quoi se plaignaient-elles ?

Nous ne l'avons jamais su. Et cela pour la bonne raison qu'il était interdit au Congrès de discuter « des questions relatives à la situation particulière de tel ou tel groupe ethnique », de peur de mécontenter les gouvernements qui persécutaient les minorités ; de sorte que le Congrès avait l'air d'une docte assemblée qui discute et péroré sur des questions académiques.

Pour donner une idée de la prudence des dirigeants du Congrès, nous rapporterons le fait suivant :

L'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne (Unifiée), n'ayant pu participer au Congrès, avait cru devoir adresser à la présidence du Congrès une dépêche protestant contre la situation atroce faite au peuple macédonien morcelé entre trois puissances de proie et demandant au Congrès d'élever sa voix contre les traités de paix et le régime d'oppression nationale, politique et sociale sévissant dans les pays balkaniques qui se sont partagé la Macédoine.

Eh bien, le président du Congrès, M. Josif Wilfan, s'est borné à annoncer la réception du télégramme envoyé par l'O.R.I.M. (Unifiée), mais il s'est gardé d'en donner lecture à

l'Assemblée, en déclarant qu'il était rédigé en des termes qui dépassaient les cadres permis par les règlements !

Mais ce Congrès se remarque non seulement par sa prudence excessive, mais par une autre particularité étrange : c'est que toutes les minorités ne peuvent pas y participer.

En effet, le communiqué auquel nous faisons allusion ajoute : « La direction du Congrès tient à souligner qu'il y a des limites très strictes pour la participation des minorités nationales au Congrès. »

Quelles sont les restrictions imposées ?

M. Ammende, secrétaire général du Congrès, a fait les déclarations suivantes à ce sujet :

« 1^o Ne peuvent prendre part à notre mouvement que les minorités nationales d'Europe. Les groupes ethniques d'Asie, d'Amérique et d'ailleurs ne sont pas admis, parce que nous sommes d'avis que la question nationale, en dehors de l'Europe, est liée à celle de race et de religion et que, par conséquent, elle provoquerait des discussions et des controverses. Il n'en est pas de même en Europe où les minorités nationales se présentent avec une physionomie distincte par leurs traditions et leur culture propre. »

« 2^o Il ne suffit pas d'appartenir à une minorité nationale européenne pour participer à notre mouvement. Il faut être un groupe ethnique organisé, c'est-à-dire démontrer qu'on a conscience de sa nationalité dont la volonté s'exprime dans le Parlement par la voix des élus ou dont les aspirations se manifestent par des organisations politiques et par des institutions culturelles. »

« 3^o Il est nécessaire enfin que les groupes nationaux qui désirent adhérer à notre mouvement prouvent qu'ils représentent la majorité de leur nationalité, en d'autres termes, qu'ils ne sont pas le porte-parole d'une infime minorité. Par exemple, des Alsaciens réclament l'autonomie. Si un groupe d'Alsaciens demandait de participer à nos Congrès, nous lui poserions la question suivante : « Représentez-vous la volonté de la majorité des Alsaciens ? » Cette restriction a été jugée indispensable dans le but d'éviter des reproches que nous suscitions et encourageons des mouvements nationaux. »

Comme on le voit, les chefs de ce mouvement évitent soigneusement tout ce qui peut donner à leur activité, tant soit peu, un caractère révolutionnaire et subversif. Ils paraissent ménager surtout les susceptibilités des grandes puissances impérialistes, particulièrement de la Grande Bretagne, en écartant résolument, par des arguties ridicules, les minorités ethniques d'Afrique, d'Asie, etc.

« Nous exigeons des participants à nos Congrès, a insisté M. Ammende, une loyauté absolue envers l'Etat dont ils font partie, afin de rassurer les gouvernements. »

A la question de savoir par quels moyens ils pensaient arriver à leur but, M. Ammende a répondu :

« Nous demandons à la Société des Nations l'exécution des engagements que lui a imposés le traité de Versailles : la protection des minorités. D'autre part, nous espérons que notre mouvement agira par son ampleur même sur les gouvernements et changera la psychologie des peuples. En effet n'est-ce pas un spectacle réjouissant de voir, par exemple, des Allemands de Pologne et des Polonais d'Allemagne s'unir pour réclamer de leurs Etats le même traitement pour les minorités nationales ? »

Société des Nations, métamorphose de la psychologie des gouvernements et des peuples, voilà les remèdes en qui mettent leurs espoirs les dirigeants de ce mouvement pour faire triompher leurs revendications.

Malgré l'idéalisme puérile de ses chefs et malgré son caractère officieux, il faut, toutefois, considérer ce mouvement naissant des minorités nationales comme un grand fait historique positif.

Car si les remèdes préconisés par les dirigeants actuels ne sont que de simples palliatifs, impuissants à guérir la plaie, qui peut affirmer que sous la poussée des événements, le mouvement conduit par de chefs plus réalistes, plus clairvoyants et plus énergiques, ne s'engagera pas demain dans une voie plus rationnelle et plus féconde ?...

L'oppression des minorités nationales en Yougoslavie

II. La Question Croate

Existe-t-il une question croate ?

Existe-t-il une nation croate ?

(Questions que l'on entend souvent.)

Le Moyen-Age a formé en Europe des nations modernes. Il en a été autrement dans les Balkans. L'invasion des Turcs y a affaibli le développement historique et ce n'est qu'au XIX^e siècle que les délimitations nationales ont été achevées. Cette jeunesse relative de l'achèvement d'une longue évolution, quelques impérialistes l'exploitent pour essayer d'altérer, de falsifier les événements par des sophismes, comme si l'on pouvait modifier en

* Voir numéro 52 de la F. B.

quelques années les résultats d'une évolution plusieurs fois séculaire.

Dans ces agissements, les impérialistes serbes se distinguent tout particulièrement. Ils commencent par proclamer que les Macédoniens ne forment pas une masse nationalement définissable, — pour les désigner ensuite comme de purs Serbes. Ils nient même le nom des Macédoniens. D'autre part, ils ne reconnaissent point une nationalité croate indépendante et nient même le nom des Croates de la Bosnie en les désignant comme des « Serbes de religion catholique ». Par leurs agissements, par une oppression politique et culturelle, une exploitation économique, ils montrent qu'ils ne considèrent point les Croates comme leurs égaux pouvant et devant jouir des mêmes droits qu'eux-mêmes. Par toutes sortes d'assurances hypocrites, ils essayent de rendre plus difficile l'action défensive des Croates et de justifier théoriquement la négation du droit d'auto-détermination du peuple croate.

Nul n'est certainement plus compétent que le peuple croate lui-même pour se prononcer sur l'existence de la nation croate, et jamais les Croates n'ont aussi énergiquement affirmé leur nationalité indépendante que depuis que, incorporés dans le nouvel Etat des Serbes, Croates et Slovènes, ils subissent les assauts tendant à leur dénationalisation. Les partis qui nient la nationalité croate ont misérablement échoué auprès des électeurs croates. Les potentats serbes ont continuellement nié l'existence d'une nation croate, mais la permanente crise d'Etat de la Yougoslavie a montré nettement au monde entier que cette question existe, ouverte, non résolue, et à un moment donné, après le séjour de Stépan Raditch à l'étranger, tous les peuples opprimés et toutes les minorités nationales se sont groupés autour des Croates — même les éléments progressifs de la Roumanie, de l'Albanie et de la Bulgarie. *Par le fait que les Croates forment le groupe national opprimé numériquement le plus fort de la Yougoslavie et dans les Balkans, qu'ils se trouvent culturellement et économiquement à la tête des peuples balkaniques, la question croate occupe le rôle principal en Yougoslavie et l'un des rôles les plus importants des Balkans.*

Au XIX^e et au XX^e siècles les Croates n'ont pas mené leur lutte nationale sur le terrain international, mais comme une question interne d'une grande puissance, et c'est la raison pour laquelle la question croate n'a pas été suffisamment connue à l'étranger et que l'importance de cette question n'est pas suffisamment appréciée aujourd'hui.

Croates et Serbes parlent en réalité une et même langue (quoique les langues littéraires des deux peuples se différencient par tout un système de nuances), mais le facteur décisif, c'est qu'ils ont chacun leur propre sentiment national, résultat des développements politiques et culturels différents.

L'évolution du peuple croate

Au Moyen-Age, il existait deux Etats différents, indépendants : l'Etat croate et l'Etat serbe. Le centre étatique et culturel croate se trouvait dans la Dalmatie d'aujourd'hui. Le centre de l'Etat serbe se trouvait dans le Sandjak Novipazar et le Cossovo d'aujourd'hui. En ce temps-là déjà les Serbes étaient des orthodoxes se trouvant sous l'influence de Byzance, tandis que les Croates étaient des catholiques et se trouvaient sous l'influence de Rome. Les Croates et les Serbes n'étaient que deux tribus slaves parmi les nombreuses tribus qui vivaient alors dans les Balkans de l'Ouest et du Centre, mais ils constituèrent des centres autour desquels, dans le courant des siècles, vinrent se grouper d'autres tribus ; et c'est ainsi que se formèrent les deux nations : la nation croate et la nation serbe. A l'époque de la Renaissance, une excellente littérature croate se développa particulièrement en Dalmatie. Des circonstances spéciales de l'évolution historique firent que les musulmans de la Bosnie, qui n'étaient au Moyen-Age ni des catholiques et ni des protestants, mais des Bogoumiles, conservèrent jusqu'à nos jours leur individualité locale et que les Monténégrins orthodoxes formèrent une nationalité distincte.

L'époque de l'invasion turque apporta pour les Croates et pour les Serbes deux modifications importantes : la migration des peuples et le transfert de sud au nord du centre de la vie nationale. Les Croates de la Dalmatie, de la Bosnie et de l'Herzégovine allèrent en Croatie, en Slavonie, en Hongrie, même jusqu'à Vienne et en Moravie du sud ; les Serbes de la Vieille-Serbie allèrent en Bosnie, puis en Hongrie, en Slavonie, en Croatie, en Dalmatie et même jusqu'en Istrie. Ainsi, les Serbes formèrent d'importantes minorités dans les pays croates. Le peuple serbe en entier et la majorité des Croates tombèrent sous le joug des Turcs. L'Etat serbe fut anéanti d'une façon tragique à Cossovo en 1389, et l'Etat croate, lié déjà avec la Hongrie par une union personnelle (réuni à la maison Habsbourg en 1527), fut réduit aux trois « Jupanies », les *reliquiae reliquiarum* de l'ancien royaume : la Croatie, la Slavonie et la Dalmatie d'aujourd'hui. Mais même ce minime territoire avait encore, en toute autonomie, son « Parlement des états et villes croates ». Cette partie septentrionale de la Croatie n'est jamais tombée sous le joug des Turcs, et sa capitale Zagreb fut pendant les XIX^e et

XX^e siècles le centre politique, intellectuel et économique de tout le peuple croate.

L'histoire croate montre plus de continuité, d'évolution, de conservatisme politique et de traditions culturelles que l'histoire serbe. Mais le peuple serbe a été plus dynamique. Au Moyen-Age l'Etat serbe fut tragiquement anéanti, mais au XIX^e siècle il se releva par la voie révolutionnaire. Cette différence n'est aucunement un signe de supériorité de l'une des nations sur l'autre, ainsi que le prétendent souvent les chauvinistes, mais elle a résulté des circonstances géographico-politiques. Pour l'histoire contemporaine serbe, c'est l'évolution de la Turquie qui a été le facteur décisif, et pour celle de la Croatie l'évolution de l'Autriche.

Au XIX^e siècle les Croates et les Serbes se développèrent d'une façon parallèle. Zagreb, qui était le centre de la féodalité croate, est devenue de plus en plus celui des cercles intelligents et bourgeois. Elle avait comme programme, jusqu'en 1848, l'union de tous les Croates, Serbes et même Slovènes en un Etat indépendant, en l'« Illyrie », Etat dans lequel les Croates devaient assumer le rôle dirigeant et qui devait être placé sous la suzeraineté des Habsbourg.

Les Serbes qui, par leur révolution contre les Turcs, créèrent un Etat indépendant sur le Danube avec un nouveau centre — Belgrade —, avaient pour but l'indépendance serbe, et non pas une union yougoslave sous la suzeraineté de l'Autriche.

De 1848 à 1912 les Serbes développèrent leur Etat indépendant et les Croates luttèrent pour la réalisation de l'Etat croate dans le cadre de la monarchie austro-hongroise et devant se composer des provinces Croatie-Slavonie, Dalmatie, Bosnie-Herzégovine, Istrie. Au XIX^e siècle l'ancien critérium fut appliqué pour les groupements des Serbes et des Croates en Bosnie-Herzégovine, Slavonie, Dalmatie et Vojvodina : les catholiques sont des Croates, les orthodoxes des Serbes.

Les Croates obtiennent d'importants résultats dans leur lutte avec les Hongrois et les Allemands, mais pas l'union.

Après la guerre avec la Turquie en 1912, les Serbes se tournent contre l'Autriche-Hongrie. Comme cependant dans aucune province de l'ancienne monarchie danubienne les Serbes ne formaient des masses compactes, et que d'autre part l'Autriche-Hongrie était une grande puissance qu'il n'était pas facile de renverser, les Serbes s'adressèrent aux Croates pour se jeter en commun sur l'Autriche-Hongrie et pour fonder ensuite un Etat commun. Les Croates hésitèrent. Aigris par les luttes qu'ils avaient dû mener contre les Hongrois et les Allemands, ils voudraient bien attaquer l'Autriche-Hongrie ensemble avec les Serbes, mais ils ont peur de l'Etat commun, pressentant l'hégémonie serbe et l'oppression. Cette hésitation dure chez la majorité des Croates aussi pendant la guerre. Cette partie des Croates qui dès le début même de la guerre s'était placée aux côtés de l'Entente en adoptant la collaboration avec les Serbes, fut obligée de mener avec le gouvernement serbe une lourde lutte : pour la thèse de la création d'un nouvel Etat des Serbes, Croates et Slovènes, contre celle de l'annexion pure et simple au royaume de Serbie des provinces austro-hongroises habitées par des Serbes, des Croates et des Slovènes. Troumbitch défendait la première thèse — Pachitch la seconde. En 1918, ce fut Pachitch qui l'emporta en fait. Le royaume des Serbes, Croates et Slovènes n'est en réalité qu'une Serbie agrandie.

(A suivre)

B. Delitch

Les réfugiés albanais s'adressent à la S. d. N.

Nous publions ci-dessous presque *in extenso* la lettre adressée à la Société des Nations par les réfugiés albanais pour protester contre le régime d'Ahmed Zogou :

A Monsieur le Président de la Septième Assemblée de la Société des Nations, Genève.

Au nom des nombreux réfugiés albanais en Suisse, en Italie et ailleurs, les soussignés se permettent d'attirer votre attention sur la petite République d'Albanie. Ils vous exposent les craintes que leur inspire le régime instauré dans ce pays par Ahmed Zogou. Ils estiment que ce régime peut provoquer des troubles graves à l'intérieur et à l'extérieur une conflagration balkanique.

A l'intérieur, c'est le règne du terrorisme. Et ce terrorisme est le fait des séides stipendiés d'Ahmed Zogou. Répartis dans tous les districts, ils sont investis d'un pouvoir absolu : préfets, autorités administratives et judiciaires doivent leur obéir aveuglément en tout et pour tout. Leur principale fonction n'est pas d'assurer l'ordre et la tranquillité par une administration humaine et équitable, mais d'empêcher par tous les moyens que le peuple formule une plainte, une réclamation contre le régime du dictateur.

La concentration à Tirana de toutes les forces gouvernementales entre les mains d'Ahmed Zogou, l'abolition des libertés de la presse, de réunion et d'association, l'espionnage érigé en institution d'Etat, la corruption publique ou privée, la punition

sévère de tout citoyen, quel qu'il soit, qui ose critiquer le gouvernement; des attentats criminels contre la vie des patriotes, même à l'étranger, voilà les procédés d'Ahmed Zogou. Ils n'ont qu'un but: garder seulement par la force, sous l'autorité tyrannique du despote, le malheureux peuple albanais.

Les très grandes dépenses que nécessite un pareil système gouvernemental, les gros salaires distribués aux serviteurs de ce régime, les sommes folles consacrées à satisfaire les vanités de Zogou, qui s'entoure d'une garde de corps nombreuse et se fait construire de somptueux palais, alors que le peuple, le petit peuple albanais vit dans la misère, dépassent de beaucoup les ressources économiques du pays.

Les émoluments qu'il s'adjuge en qualité de Président de la République albanaise sont seize fois supérieures à ceux du président de la République helvétique et le budget de sa maison présidentielle dépasse un million de francs or.

Ces chiffres sont assez éloquents par eux-mêmes. Et pour arriver à couvrir ces dépenses, les petits employés et les membres du corps enseignant restent souvent quatre ou cinq mois sans être payés, le peuple est accablé d'impôts, les villes, comme il est arrivé récemment, sont mises à contribution sous forme d'emprunt intérieur forcé.

Aussi l'Etat albanais s'achemine-t-il à grands pas vers la ruine et la banqueroute, ainsi que le signalait déjà en 1923 l'organisateur économique de la Société des Nations, M. Hunger.

Voilà, Monsieur le Président, les résultats du régime de Zogou à l'intérieur.

Quant à l'extérieur, nous nous bornerons à soumettre à votre jugement les principaux faits suivants:

1^o Le régime actuel ayant été imposé par les forces étrangères a porté une grave atteinte à la neutralité et à l'indépendance de notre pays.

2^o Le Président de la République, dans le but de trouver appui au-delà des frontières et se maintenir au pouvoir contre la volonté du peuple, continue à faire des concessions de diverses espèces qui compromettent les intérêts vitaux et l'indépendance

de notre pays. Ces concessions ont été déclarées, dans le Parlement même, comme une haute trahison envers la patrie.

3^o Ahmed Zogou, préoccupé uniquement de garder le pouvoir absolu, a laissé porte ouverte, dans notre pays, à toutes les propagandes, aspirations et interventions étrangères, lesquelles sont non seulement toujours en flagrante contradiction avec la dignité et l'indépendance de notre pays, mais elles constituent aussi une cause de conflits permanents entre les Etats intéressés. De telle sorte que l'Albanie qui, sous le régime actuel, a perdu son indépendance et sa neutralité, est devenue aussi un foyer d'intrigues, de complications internationales, un champ de spéculations pour les compétitions et les aspirations d'hégémonies antagonistes, une menace pour la tranquillité et la paix dans les Balkans, où tant d'autres graves questions attirent souvent l'attention du monde civilisé.

Pour toutes ces raisons, Ahmed Zogou ne peut pas être, n'est pas aimé du peuple albanais. Il est obligé de rester constamment cloîtré dans son palais. Ou, quand il sort, il se fait accompagner d'une garde nombreuse, composée surtout de mercenaires. Et parmi les mercenaires on ne trouve pas seulement de simples montagnards ignorants, on trouve surtout des brigands poursuivis par la justice. Ce fait est certifié par le député serbe M. Bochovich, qui dit que: «...le nombre des brigands, très grand en Serbie, a diminué en Yougoslavie parce que Zogou les a recrutés et en a fait des employés, des gendarmes et même des officiers».

Les Albanais sont arrivés à bout de leur patience, ils ne peuvent plus supporter un régime tyrannique qui abuse jusqu'à la trahison du pouvoir usurpé. N'ayant pas la possibilité d'améliorer leur sort par la voie légale, ils seront obligés peut-être, tôt ou tard, de recourir aux moyens extrêmes.

Agrez, Monsieur le Président, nos plus distingués respects.

Commission directrice de l'organisation nationale
« Bashkimi Kombëtar »:

Ali Klissura d. v. S. Peci d. v.
Angjelin Suma d. v. Xhemal Bushati d. v.

LA RÉACTION DANS LES BALKANS FAITS ET EVENEMENTS

Albanie:

Oeil pour oeil... — Le frère d'un habitant de Kossovo tombé dans la lutte dans laquelle avait été assassiné aussi Bajram Curri, a tué d'un coup de feu un partisan d'Ahmed, de Gashi (Albanie du Nord). (« Liria Kombëtare. »)

Les gendarmes aux côtés des réfugiés. — Le poste de Kastrati (frontière du nord) composé de 7 gendarmes a passé aux côtés des officiers qui luttent contre les troupes gouvernementales. (« Liria Kombëtare. »)

Nouvelle organisation des émigrés albanais en Amérique. — La « Vatra » vient d'être réorganisée et reconstituée à Boston pour travailler plus efficacement à la libération de la patrie. Elle vient de fonder aussi un nouvel organe, l'« Idealisti ».

Ahmed Zogou prépare de nouveaux attentats. — La « Liria Kombëtare » annonce qu'Ahmed Zogou vient d'envoyer en Italie de nouveaux condottieri pour assassiner des chefs d'émigrés....

Les habitants de la Mirdita contre le régime d'Ahmed Zogou. — Les habitants de la Mirdita ont interrompu toute communication avec les organes gouvernementaux. Les adversaires du gouvernement qui s'étaient réfugiés dans la forêt ont coupé les lignes télégraphiques et téléphoniques.

Un nouvel emprunt forcé en Albanie du Sud. — Contributions. — Un emprunt forcé a été émis à Durazzo et à Tirana. Mais cela n'a pas suffi. La ville de Saranda vient d'être frappée d'une contribution de 7.500 napoléons d'or et la ville de Delvina de 2.500 napoléons d'or.

Une sanglante expédition pénitentiaire vers le nord. — D'après la « Liria Kombëtare » Ahmed Zogou vient d'envoyer vers le nord de l'Albanie sous le commandement de Muharrem Bafraktari une colonne de « correction » pour réprimer les révoltes avec la dernière rigueur.

Bulgarie:

Les résultats de la note collective. — Liaptcheff à l'œuvre. — Les 8 et 9 sept. ont été arrêtés dans les villages de Oustovo, Rajkovo, Levotchevo, Daridéré et autres du district de Pachmakli un grand nombre de Thraciens membres de l'Organisation Thracienne. Des dépêches de protestation en termes véhémentes ont été lancées par MM. Dimitroff, président de l'Organisation Thracienne à Kirdjali, et Djakoff, président de celle du Plovdiv, et dans lesquelles il est dit entre autres:

« si les Thraciens sont nuisibles à la Bulgarie, laissez-nous partir tous en bloc pour notre pays... Que le ministre de l'intérieur fasse bien comprendre aux chefs de police qu'ils ne doivent pas commettre de tels actes insensés ». (« Thrakia » du 16 sept.)

Le congrès de la jeunesse macédonienne et celui des Thraciens ont été prohibés. — Les 19, 20 et 21 et. devait avoir lieu à Bourgas le Congrès de l'Union de la Jeunesse Macédonienne, mais au dernier moment le ministre de l'intérieur M. Liaptcheff a défendu ce Congrès « pour des raisons supérieures d'Etat ». (« Napred » du 21 sept.)

Le Congrès des Thraciens qui devait se tenir à Yambol le 5 sept. a également été défendu par M. Liaptcheff. (« Thrakia » du 16 sept.) Les organisations macédoniennes et thraciennes ont violemment protesté contre ces mesures dictatoriales et arbitraires.

La police bat, torture, assassine. — Le 1^{er} oct. des agents de police ont arrêté à Smolianovtzy (village dans le district de Ferdinand) le jeune Stojan Dimitroff sous l'accusation arbitraire d'avoir chanté des chansons communistes. Pendant la nuit le chef de la police l'a si atrocement et barbaquement battu qu'il lui a fracturé le bras droit. Le père du jeune homme, ou plutôt du jeune enfant, Dimitri Stoyanoff, a lancé au ministère de l'intérieur une énergique dépêche de protestation.

Kosta Lutcheff, député du Parti Social-démocrate, a envoyé de Rahovo au ministère de l'intérieur la dépêche suivante: « Dans la nuit du 1^{er} et. une bande armée de fusils, de bombes, de gourdins, et composée d'agents et de Zgovoristes a attaqué les maisons des conseillers municipaux de Boukjoztzi (district d'Orehovo), défoncé les portes et battu, maltraité, pillé les habitants, dont des femmes et des enfants. Tout le village est alarmé. Sous nul autre régime de telles choses ne s'étaient passées. Pourquoi ramenez-vous l'époque des horreurs de Kirdjali? » (« Narod » du 2 oct.)

Perquisitions et arrestations. — Au nom du Comité syndical à Sliven, Stoyanoff a envoyé au ministère de l'intérieur — avec copies aux journaux de gauche — le télégramme suivant: Le préfet de Sliven a interdit notre réunion publique et a fait faire des perquisitions chez le secrétaire du Comité syndical Jordan Mileff, que des facteurs irresponsables ont menacé de mort. Nous protestons énergiquement contre ces actes arbitraires et exigeons la garantie de la liberté des réunions et celle de la vie de Mileff.

W. Dobreff de Eski-Djoumaya a envoyé au ministère de l'intérieur — avec copies aux journaux de gauche — la protestation suivante: Aujourd'hui le 1^{er} oct. à 2^h p. m. la police m'a enlevé de mon magasin et m'a conduit chez moi où elle a fait une brutale perquisition. Après

avoir saisi de vieux numéros de l'«Edinstvo», du «Novini» et du «Napred» les agents m'ont amené au commissariat où le préfet m'a intimé sous des menaces de mort l'ordre de ne plus recevoir de tels journaux. («Edinstvo» du 6 oct.)

Revendications des Syndicats Indépendants. — L'Union des Syndicats Indépendants en Bulgarie a envoyé aux ministères de l'intérieur et du commerce ainsi qu'au bureau de la Chambre et aux groupes parlementaires une note avec les revendications suivantes : de garantir les libertés d'organisations, de réunions et de la presse ; de punir tous les organes du pouvoir coupables de crimes, de faire cesser les actes illégaux et injustes, d'approuver les statuts des et de reconnaître les sociétés et organisations professionnelles, d'appliquer effectivement toutes les lois sur le travail, de faire prochainement les élections des inspecteurs-adjoints du travail, de rétablir et d'élargir la loi sur les logements, d'accorder des crédits pour secourir les sans-travail, de créer une loi contre la spéculation et la vie chère, d'expulser tous les Wrangéliens et de donner des terres et de l'argent aux émigrés de la Dobroudja et de la Thrace et de Tsaribrod, de cesser les licenciements de fonctionnaires d'Etat et de replacer dans leurs fonctions ceux qui ont déjà été licenciés. («Napred» du 9 sept.)

Roumanie:

Mauvaise récolte. — Un communiqué officiel indique qu'au lieu de 130.000 wagons d'excédent pour l'exportation, comme on l'espérait, on n'aurait cette année que 60.000 wagons. Mais il y a aussi une infériorité qualitative de 40%. («Argus.»)

La misère en Roumanie. — Maria Costin, d'Odobesti, dans sa misère noire a vendu son enfant âgé de 9 mois à Zaharia Stanciu, de Brosteni, pour la somme de 1.000 leis. 10 jours plus tard, prise de remords, elle a restitué la somme reçue et a repris son enfant. («Universul.»)

Averesco et Couza. — Le professeur Couza de l'Université de Jassy, chef des antisémite-fascistes, a été il y a 2 ans relevé de ses fonctions, sous la pression du Sénat Universitaire. Il paraît maintenant décidé que cet houligane, ainsi que son ami le professeur Leatris, qui est dans la même situation que Couza, seront réintégrés dans leurs chaires respectives. Averesco et Couza se rendent ainsi des services mutuels. («Vorwärts.»)

Même contre les négociants. — A la suite d'un conflit avec la femme d'un colonel, le commerçant Andreesco de Bucarest âgé de 70 ans a été appelé par le préfet-adjoint Saulesco à la police où le colonel et un sous-officier l'ont terriblement torturé. Les directeurs des journaux qui avaient rapporté cette barbarie ignoble ont été convoqués par le chef du parquet militaire et invités à ne plus parler du «cas», autrement la censure interviendrait. La «Lupta Economica», organe de l'association des négociants, a été confisquée, et son rédacteur déferé au Conseil de Guerre pour «excitation à la rébellion contre les autorités constituées». («Aurora.»)

Meurtre officiel d'un innocent. — Un soldat a été fusillé à Kidrinev «pour avoir essayé de s'enfuir» pendant qu'on l'escortait dans la prison. Le premier-commissaire royal a établi après coup que le soldat fusillé n'avait d'autre crime que celui d'avoir quitté pour un jour la caserne sans permission. («Universul.»)

On égorge le droit de défense devant les conseils de guerre. — D'après le projet du nouveau code de justice militaire les avocats qui veulent plaider devant les conseils de guerre doivent s'inscrire dans un tableau spécial de l'instance respective. Celle-ci peut refuser l'inscription ou, si l'avocat est déjà admis, rejeter le tableau dans sa totalité ou en partie. On sait que les délits politique vont en Roumanie, à cause de l'état de siège, devant la justice militaire. («Cuvantul» du 6 oct.)

Administration d'Etat cessant ses paiements. — La Direction Générale des chemins de fer a cessé de payer les mandats de ses fournisseurs «parce que les recettes ne correspondent pas aux prévisions budgétaires». («Lupta» du 9 oct.)

Journaux ouvriers confisqués. — Le journal en hongrois des syndicats unitaires «Munkasélet» de Bucarest a été confisqué. Les autorités ont de même confisqué pour la troisième fois le journal en roumain «Viatsa Muncitoare» des syndicats unitaires. Motif : ils ont «parlé» de Tkatchenko. La Sigurantsa a fait des perquisitions chez des ouvriers à Bucarest et a confisqué des exemplaires du journal des émigrés ouvriers hongrois paraissant à Paris. («Universul» de 4 et 5 oct.)

Journaux bourgeois aussi. — Par ordre du ministre de l'Intérieur les autorités ont supprimé pour toujours le journal «Chemarea Ardealului» (L'Appel de la Transylvanie) édité par la jeunesse intellectuelle nationaliste de cette province. Motif : ledit journal contiendrait des articles révolutionnaires. En réalité le journal appartient au Parti National de M. Vayda. («Argus» du 2 oct.)

Renforcement de l'état de siège en Bessarabie. — L'état de siège renforcé a été proclamé pour toute la province d'au delà du Pruth et à Cetatea Alba (Akermann) ; les autorités y ont interdit la circulation dans les rues de la ville après 9h du soir. («Lupta» du 30 sept.)

Les gendarmes tuent dans l'Ancien Royaume tout aussi bien qu'en Bessarabie. — Le maire averescan de Vulcanesti C. Jonescu, en com-

PLICITÉ avec le notaire de la commune Alex. Jordake et le chef du poste de gendarmerie Anghel, ont arrêté le cordonnier Jon Rosnovanu, âgé de 45 ans, et l'ont conduit au poste où ils l'ont terriblement torturé. Le malheureux a succombé à ses blessures. («Tsaranismul» du 3 oct.)

Chef de police contrebandier.... — C'est le chef de police de l'Ataki (Hotin, Bessarabie du nord), Masarac. Il a été arrêté. («Cuvantul» du 2 oct.)

Cadeau à la Sigurantsa. — Le «Moniteur officiel» publie la décision du Conseil des ministres par laquelle il est accordé à cette sanglante «institution» intitulée la «Sigurantsa» un crédit de 10 millions de leis. Cette décision a été prise dans le premier conseil des ministres tenu après l'arrestation de Tkatchenko et Stefanoff. Les «complots» que la Sigurantsa «découvre» sont nombreux, et ils rendent. («Roumania Muncitoare» du 1er oct.)

Les crimes des gendarmes roumains. — Quoique devenus banals, les méfaits des gendarmes roumains méritent d'être retenus : vis-à-vis des chiffres et des statistiques, ils sont vivants et parlent une langue plus directe. Voici par exemple le fait suivant rapporté par le «Vorwärts» de Cernovits en date du 3 oct. : Hier eut lieu devant la cour pénale un procès dans lequel fut établi de quelle atroce manière deux gendarmes avaient torturé un malheureux. En été 1924 le fermier Kosak de Brouskoutz avait été arrêté par la gendarmerie qui le suspectait de vol. L'interrogatoire commença par un soufflet administré à toutes forces par le commandant du poste Peter Bolokan qui invitait le fermier à avouer le vol. Kosak tomba à genoux et demanda grâce, proclamant son innocence. Alors Bolokan le fit garrotter, déchausser, et lui fit administrer par les gendarmes sur la plante des pieds des coups de bâton jusqu'à ce que les pieds du malheureux furent tout enflés et ensanglantés. Kosak ne fut remis en liberté que sur l'intervention de son avocat. Son innocence ayant été établie devant la cour pénale, il fut acquitté. Et les gendarmes qui l'avaient torturé se promènent toujours libres et impunis.

Yougoslavie:

Persécutions de la presse paysanne. — Le rédacteur responsable du «Republikanska Sloboda» a été condamné à 20 jours de prison et à 100 dinars d'amende pour une poésie d'un paysan publiée dans son journal. C'est déjà la troisième condamnation de la «Republikanska Sloboda» sur base de la nouvelle loi de presse. Ce sont les époques du commissaire Rauch et du Ban Khuen-Hedervary qui reviennent de nouveau en Croatie. («Hrvat» du 16 sept.)

Préfet voleur. — Le préfet de Zeta (Monténégro) a été inculpé du vol de 104.023 dinars de la caisse départementale. («Hrvat.»)

Le procès contre les partisans monténégrins. — Le 15 sept. devait avoir enfin lieu le procès, si souvent ajourné à la suite de la défection réitérée du témoin principal, des partisans monténégrins arrêtés il y a plus de 6 mois. Mais comme le témoin principal Jovan Plamenatch ne s'était toujours pas présenté, le procès fut de nouveau ajourné. Entre-temps cependant les pauvres détenus pourrissent dans les humides cachots de leur prison préventive. («Politika.»)

Réunion politique de l'opposition dispersée. — Un député arrêté. — La réunion publique convoquée à Radomir par l'Union agrarienne a été brutalement dispersée par les agents de police. Le député M. Delianoff a été arrêté. Des dépêches de protestations ont été lancées à M. Liap-tcheff par M. Ml. Bidjoff au nom de l'Union Agrarienne, par B. Mel-nichky au nom du Parti Libéral, par St. Banichofsky pour le Parti Démocratique et par Al. Malinoff au nom du Parti Social-démocrate. («Narod.»)

Un fonctionnaire de prison tue un détenu. — Simisa Popovitch, fonctionnaire de la prison de Pozarevatch, a tué de son revolver de service le nommé Zivorin Andrejitch, en présence d'un autre fonctionnaire de l'établissement, Miloslav Maekovitch. («Politika», Belgrade.)

Un commissaire de police se fait construire une villa par les gendarmes. — Un chef de commissariat à Belgrade se fait construire une villa. L'on doute fort qu'il puisse le faire de ses appointements. Mais nul ne pense à s'indigner contre le fait que ce sont les gendarmes placés sous ses ordres qu'il emploie, sans frais pour lui, comme ouvriers et contremaitres. («Politika», Belgrade.)

Augmentation de 100% du tarif postal. — Les recouvrements d'impôts ayant été bien au-dessous des prévisions, le gouvernement, pour combler ses déficits, projette d'augmenter de 100% le tarif postal.

Les gros-industriels serbes contre Pachitch. — A l'occasion de sa démission du poste de Gouverneur de la Banque Nationale, M. Gjorgje Vajfert a déclaré au correspondant du «Vreme» qu'il se retire à cause de son âge avancé (il a 77 ans) parce qu'il ne veut pas commettre la même faute que Pachitch, qui se maintient toujours en activité politique malgré son grand âge. M. G. Vajfert est aussi le plus grand industriel minier de la Yougoslavie. C'est donc le grand capital et la grande industrie qui, par sa bouche, expriment leur mécontentement contre Pachitch. Le gouvernement a désigné comme son successeur M. Jovan Markovitch, un collaborateur intime de Nintehitch, malgré le fait que les capitalistes avaient refusé de le mettre sur la liste des cinq candidats présentés par eux.

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS

ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

UNSERE ENQUETE

BEI DEN POLITISCHEN UND LITERARISCHEN PERSÖNLICHKEITEN EUROPAS

ÜBER

DIE BALKAN-FÖDERATION

Maximilian Brandeis

Maximilian Brandeis, geboren 1894, Realschule, zwei Jahre im Auslande, dann Handelsangestellter in Wien; 1914 eingezogen, als Einjährig-Freiwilliger den Feldzug mitgemacht, schwer verwundet; seit 1920 Präsident des Landesverbandes Wien der Kriegsinvaliden und Kriegshinterbliebenen Österreichs und zweiter Obmann des Zentralverbandes der Kriegsinvaliden.

Jede Lösung einer Frage durch das Diktat einer interessierten Partei muß auf den Widerstand der anderen Partei stoßen, denn zum Diktat greift, wer gestützt auf seine Machtposition auf eine Verständigung verzichten zu können glaubt. Aber noch nie wurde eine Frage durch Gewalt endgültig gelöst. So wird auch die mazedonische Frage, solange die derzeitigen Verhältnisse am Balkan herrschen, stets eine Bedrohung des Friedens der Balkanvölker und eine Quelle der Beunruhigung bilden, denn ihre jetzige Lösung entspricht nicht nur nicht den Prinzipien der Freiheit und der Gerechtigkeit, sondern sie ist ein Hohn auf diese edlen Prinzipien wahrer Menschlichkeit.

So ist die herrschende Reaktion immer gewillt (und die unerhörten Leiden des mazedonischen Volkes beweisen dies), die primitivsten Rechte der Minderheiten zu mißachten und ihre Ansprüche blutig zu unterdrücken.

Abhilfe kann nur die allgemeine Erkenntnis bringen, daß jedes Volk gleichberechtigt ist und daß die Rivalität unter den Völkern und Volksteilen und die daraus resultierenden Kriege und Unterdrückungen letzten Endes nicht nur den Besiegten, sondern auch den Siegern, nicht nur den Unterdrückten, sondern auch den Unterdrückern zum Schaden gereichen, weil sie die besten Volkskräfte in Angriff und Abwehr vergeuden. Doch diese Erkenntnis muß sich bei den Massen selbst, die heute von

den Trägern der Reaktion national verhetzt werden, durchringen. Ist das Volk durch Aufklärung soweit gebracht, dann wird die letzte Stunde der heute herrschenden Klassen gekommen sein, die Reaktion wird in sich selbst zusammenbrechen, und der Weg wird frei sein zu einer Verständigung der Völker untereinander und zu einer dauernden Lösung der Frage, wie verschiedene Völker friedlich nebeneinander und sich gegenseitig ergänzend leben können. Aber der Weg dazu dürfte nur über die Verwirklichung des Sozialismus führen, dessen Grundprinzipien die Rivalität der Völker im schlechten Sinne ausschließen.

Vielleicht sind Zwischenstadien möglich, in denen die Reibungsflächen zwischen den Völkern auf ein Mindestmaß herabgemindert sind, aber eine solche annähernde und vorläufige Lösung des vorliegenden Problems kann nur eine wirkliche Demokratie zustande bringen, auf keinen Fall aber die jetzigen Regierungen.

Eine Föderation der Balkanvölker auf demokratischer Grundlage wäre sicherlich geeignet, eine dauernde Befriedigung des Balkans zu bewirken, nach einer Jahrhunderte dauernden Periode gegenseitiger Vernichtungsversuche unter den Balkanvölkern, die kulturhemmend und kulturzerstörend gewirkt haben. Aber eine solche Föderation würde auch eine teilweise Entspannung der stets vorhandenen, wenn auch zeitweise latenten, den Frieden bedrohenden Gegensätze zwischen den Völkern Europas herbeiführen.

Das sind Ziele, die des Strebens nach ihnen wert sind, und der Weg zu ihrer Erreichung ist die Entfernung der jetzt herrschenden Regierungen, die Vertreter der Gedanken der Reaktion sind, und ihre Ersetzung durch Exponenten eines rein demokratischen Systems und letzten Endes der Sieg des Sozialismus.

Maximilian Brandeis

Zum 24. Oktober in Griechenland*

Die Wahlen sind ausgeschrieben. Endlich mußte Kondylis unter dem Drucke der Linksparteien die Parlamentswahlen ansetzen und seinen Rücktritt in Aussicht stellen. Schon vorher begann der systematische Kampf der vom Alldruck des Pangalos-Regimes befreiten Parteien. Die Regierung Kondylis unterscheidet sich vom gestürzten Regime des Bonapartismus dadurch, daß sie nicht über die Machtmittel verfügt, welche jener zu Gebote standen. Kondylis muß daher versuchen, nach dem militärischen Siege über die Plastiras-Erhebung auch die friedlichen Waffen zur Niederwerfung seiner Gegner zu verwenden, oder doch jene Machtpositionen, die er mit bewaffneter Hand erlangt, „legalisieren“ zu lassen. Die Ausschreibung der Wahlen soll ein Dementi der weitverbreiteten Auffassung darstellen, als ob das System Kondylis die Fortsetzung des gestürzten Regimes wäre. Die Niederwerfung des von Jugoslawien genährten Aufstandes hat keineswegs völlig die Verhältnisse stabilisiert.

Am 17. September hatte die „republikanische Union“ die Ausschreibung der Wahlen gefordert, und schon nach wenigen Tagen bestimmte der Ministerpräsident unter dem Drucke des radikalen Kleinbürgertums den Wahltermin. Während aber in der formalen Frage dem Verlangen der linksgerichteten Gruppen

* Wir erfahren nachträglich, daß die Wahlen bis zum 7. November aufgeschoben wurden.

Rechnung getragen wurde, geschieht es keineswegs in sozialer Hinsicht. Pangalos hatte seinen ersten Staatsstreich durch die Verkündung eines radikalen Agrarprogramms, durch Festsetzung eines „reformatorischen“ Planes begonnen. Kondylis verspricht nichts. Selbst das Moratorium des Mietzinses wurde noch nicht endgültig geregelt: Mieter und Hausherrn kämpfen gegeneinander, die Frage ist unentschieden, und die Regierung trägt nichts dazu bei, sie zu lösen. Während man einerseits weder die Konsequenz im Interesse des Kleinbürgertums wie der Arbeiter und Angestellten aufbringt, das Moratorium zu verlängern, versucht man andererseits, die Bourgeoisie durch Konzessionen zu gewinnen. Das Gesetz zur Beschränkung der Spekulation wird allmählich abgebaut, und wenn auch noch Strafen bis zu drei Monaten Gefängnis und 100.000 Drachmen verhängt werden, so ist dies keineswegs eine wirksame Bekämpfung der Spekulation, welche den Sturz der Drachme provoziert hatte. Alle ungelösten Fragen des Pangalos-Regimes sind auch heute noch aktuell. Das gilt von der Wirtschaftspolitik wie von der Frage des Minoritätenschutzes. Unter dessen hat die neue Regierung nach außen hin den Anschein zu erwecken gesucht, als sei die Stabilisierung weiter vorgeschritten. Darum wurde die Todesstrafe abgeschafft, während die Kriegserichte mit verminderter Kompetenz aufrecht blieben. Jedenfalls ist davon keine Rede, daß das neue Regime imstande wäre, die Wirtschaft aufrechtzuerhalten; die Arbeitslosigkeit in einigen entscheidenden Distrikten beweist dies.

Von den griechischen Parteien haben die Anhänger des gestürzten Regimes nicht daran gedacht, während ihre Führer im Gefängnis sind, einen ernsthaften Vorstoß zu unternehmen. Die

Анхänger des Plastiras-Putsches sind außerstande, eine politische Kampagne zu führen und die Waffe der Kritik anzuwenden, nachdem ihre bewaffnete Kritik gescheitert war. Einige Gruppen werden sich der Wahlkampagne fernhalten. Der letzte Ministerpräsident Pangalos, der Finanzdiktator Eftaxias, hat auf eine Parlamentskandidatur verzichtet und wird sich höchstens um einen Senatsitz bewerben. Die „loyale Opposition“ des Pangalos-Regimes denkt natürlich darüber anders. Zavitsanos, dessen offener Brief an den Diktator eines der auslösenden Momente seines Sturzes gewesen, hat eine „politische Union“ organisiert, welche bestimmt scheint, die äußerste Rechte unter den legalen Parteien des neuen Kurses darzustellen. In den Reihen der Liberalen hat man sich scharf von der äußersten Rechten abgesondert, und die „liberale Union“, welche zwischen Kafandaris und Michalakopoulos zustande kam, richtet sich in erster Linie gegen den äußersten rechten Flügel, dessen die Bourgeoisie nicht mehr bedarf. Noch ist das Wahlprogramm nicht veröffentlicht, aber eines scheint gewiß: Kondylis wurde von der liberalen Bourgeoisie im Stiche gelassen und muß nun den Versuch unternehmen, das radikale Kleinbürgertum für sich zu gewinnen oder zu den Gewaltmethoden seines Vorgängers zu greifen.

Papanastasiu, der Führer der „republikanischen Union“, ist sich dessen bewußt, daß er, rein parlamentarisch betrachtet, besser abschneiden dürfte als die Kondylis-Gruppe. Ein Kompromiß würde nur dieser zugute kommen, die republi-

kanische Union aber auf das schwerste kompromittieren. Diese Partei ist auch dadurch in eine schwierige Situation geraten, daß die sozialistische Partei nun eine schärfere Trennungslinie ihr gegenüber gezogen hat. Die Wahlenthaltung der Monarchisten, die teils freiwillige, teils unfreiwillige Ausschaltung der rechtsrepublikanischen Gruppen wird eine Radikalisierung des Parlaments nach sich ziehen, um so mehr als auch die Kommunisten nun als legale Wahlwerber auftreten können. Allerdings darf nicht verhehlt werden, daß die Entscheidung nicht in erster Linie im Parlament fällt, sondern durch die Verschiebung der realen Machtpositionen zustande kommt. Die Reorganisation der Wehrmacht unter der Kontrolle der arbeitenden Massen ist darum ein Gebot der Notwendigkeit. Die griechische Revolution muß ihre Wehrreform durchführen oder selbst liquidiert werden durch den brutalen Terror siegreicher Prätorianer. Die Wahlen am 24. Oktober werden nicht das Schicksal Griechenlands entscheiden, sondern lediglich die Stimmung widerspiegeln, welche das griechische Volk nach dem Sturze des bonapartistischen Abenteurers beseelt. Erst die Aufrollung der Militärfrage, die Demokratisierung der Armee, wird die Voraussetzung schaffen zur Lösung der Flüchtlings- und Agrarfrage, des Problems der nationalen Minderheiten und der Stabilisierung der griechischen Freiheit — gegen ihren „Schöpfer“, General Kondylis.

Melingos

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ
ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

Външната политика на правителството Ляпчев

След дипломатическия двубой между Югославия, Ромъния и Гърция, от една страна, и България, от друга, отново се заговори за спазване на по-трайни отношения между балканските държави. Не за първи път това става. През последните години често се говори, в балканския и европейския правителствен печат, за установяване на по-трайни отношения между балканските държави. Миналата година, преди да избухне българо-гръцкият въоръжен конфликт в петричко, гръцкият министър на Външните работи Рентис повдигна въпроса за балкански пакт. Неговото предложение се прие благосклонно от ромънското и българското правителства, обаче правителството на Пашича го отхвърли. След това настъпи един период на обтеганост в отношенията на балканските държави, до като се стигна до подаването на колективната нота от 11 август до българското правителство. А през това време, всеко едно от балканските правителства се стремеше да намери своите съюзници, на Балканите и вън от тях. Ромъния сключи договор с Гърция, с Франция и Италия; договори за «приятелство» разбира се. Югославия сключи договор с Италия и преговаряше за специален такъв с Франция; тя сключи отбранителен съюз и търговско-стопанска конвенция с Гърция. Само българското правителство не можа да сключи такива договори, ако не се смета този, който сключи то с Турция; то се чувствуваше изолирано. То можеше да разчита, и при това не напълно, само на моралната подкрепа на западно-европейския империализъм и специално на подкрепата на английското и италианско правителства. Тия правителства, и особено последното, указаха на два пъти голяма подкрепа на правителството на воената лига в България. Това изрази на времето публично и бившият министър на Външните работи Калфов. Но фашисткото правителство не се чувствуваше осигурено от към своите съседни. Особено голям беше неговият страх от едно нападение от към Сърбия. На няколко пъти то беше изправено пред голяма опасност. То молеше приятелството на Пашича. То прие и най-унизителните негови предложения. То се съгласи да приеме сключеното в Ниш споразумение между Стамболийски и Пашич, което на времето беше квалифицирано от сегашните български управници като предагелско. То се съгласи да плати една огромна сума за реквизициите през време на войната. Това правителство прие също тъй предложенията от такъв характер на Ромъния и на Турция. То беше готово да стори същото и по отношение на Гърция. С една реч, фашисткото правителство

беше готово на всичко, стига да биде оставено свободно да воюва с българския народ. В това то успе. То се чувствуваше с развързани ръце в своята вътрешна политика. Но, едновременно с това, за по-голяма сигурност, то се стараше да си осигури една действителна и ефикасна подкрепа на западно-европейските империалистически държави. Разбира се, то беше готово да продаде жизнените интереси на българския народ, то беше готово да продаде интересите на македонци, тракийци и добруджанци стига да можеше да бъде уверено, че ще има подкрепата на тия държави. И наистина то успе да получи тая подкрепа като продаде тия интереси.

Българското правителство, въпреки протестите на целия народ, отдаде в монопол на една английска компания търговията с свине и с редица животински продукти. То отдаде на една друга компания, зад която стоят пак английски капиталисти, експлоатацията на голяма част от родопските гори; то гласува чрез Народното събрание своето постановление, да се изплати една крупна сума като обезщетение на италиански и английски тютюневи компании за некакви изгорели през междусюзническата война в 1913 год. тютюни в Серес и Горна-Джумая. И кой знае какви още искания на английски, италиански и французки капиталисти предстоят да бъдат задоволени! Ние знаем само, че капиталистите са алчни за печалби хора и че сегашните правителства на Англия, Италия и Франция са готови да подкрепят всеко техно искане. Ние още знаем, че сегашното българско правителство, което не се ползува с доверието на българския народ, което воюва от 3½ години с него, е готово на всички концесии, то е готово да продаде най-жизнените икономически, политически и национални интереси на българския народ, стига да бъде оставено свободно да продължи своето кърваво дело, стига да може да задържи властта. В това трябва главно да се търси обяснението на подкрепата, която западно-европейските капиталистически държави дават на българското фашистко правителство.

Вън от това други причини от по-общ характер, с оглед на положението вътре в тия страни и техното отношение спрямо С. С., карат тия правителства да дават подкрепа на България и да сключват специални договори с останалите балкански държави. Западно-европейските държави нямат интерес за сега да има усложнения на Балканите. Затова и те бързо ликвидираха миналогодишния гръцко-български конфликт; затова те внушиха на Югославия, Ромъния и Гърция да бъде написана техната колективна нота в помирителен тон; затова те наложиха на България да бъде отговора й още по-примирителен и да изяви тая готовност да удовлетвори исканията на своите съседни.

Разглеждайки външната политика на правителството Ляпчев, ние не можем да не обърнем внимание и на друго едно обстоятелство, което играе значителна роля в тая политика. Напоследък може да се наблюдава една борба между Италия,

зад гърба на която стои Англия, и Франция за засилване влиянието им на Балканите. Италианското влияние се засилва на Балканите в значителен размер. То е пълно в Албания; до вчера, при Папгалос, то беше изключително в Гърция; то се засилва в Ромъния. Политиката на италианското правителство се радва на големите симпатии на българското фашистко правителство. От своя страна, французското правителство се мъчи да измести това влияние. На Балканите то има един много сигурен съюзник — сръбското правителство. Неговото влияние в Ромъния започва да ослабва. В България при Цанков то имаше повече влияние; сега то се мъчи да го възстанови. То се стреми да улесни сближението между сръбското и българското правителство. Обаче правителството на Ляпчев, при всичко че се старае да се представи за приятелски разположено към французското правителство, обръща погледите си по-скоро към Италия и Англия. Италия това е майката на фашизма. Правителството на Ляпчев чувства вътрешно родство с правителството на Мусолини. В лицето на дука то вижда един искрен приятел на неговата диктатура. За това и финансов министър Молдов, на път от Женева за София, се яви в Рим на поклонение пред Мусолини. Буров, който се е срещал и разговарял с Нинича на неколко пъти и един път в присъствието на Бриан е водил разговор с него за установяване на приятелски отношения, а евентуално и за възстановяване на спогодба между България и Югославия — на връщане за София също тъй се е отбил в Рим, за да искаже на фашисткия шеф своята адмирация и му благодари специално за дадената от него подкрепа на правителството на воената лига в два критически случая за него. Но не това е подбудило българския фашистски министър да отиде в Рим.

Целта на разговорите с Мусолини е друга, както това се вижда от неговите заявления пред италианската официална агенция.

В отговор на лансираните в печата известия, след срещите с Нинич и французския министър на Външните работи в Женева, за предстоящия сключване на едно споразумение между правителството на Ляпчев и Узунович, което да предшествува образуването на една Балканска антанга, Буров категорически е опровергал «слуховете относително една балканска конфедерация и изтъкнал, че българо-италианските стопански отношения постоянно се подобрявали» (Агенция Стефани, 7 октомври). За истинския характер на тия разговори, може да се съди от изявленията на Буров пред италианския печат. В тия изявления българския фашистки министър говори, че в интереса на мира и спокойствието на Балканите било необходимо да се подобри положението на живущите в Добруджа, Македония и Тракия българи (българските фашисти, които са едни от главните виновници за тежкото положение на българите в тия страни, не пропускат случай да се гаврят и спекулират с страданията на тия населени Г.К.), да се разрешило на България да имала наборна войска и да получила излаз на Егейското море. А преди няколко дни в тукашния печат се съобщило, че в белградските политически кръгове с определеност се било говорило, какво италианското правителство било готово да подкрепи последните две искания на българското правителство.

Може да се предполага, че в Рим Буров е водил не само разговори, но и преговори с Мусолини и тия преговори целят да се получи подкрепата на фашиста Италия за закрепването режима на кървавата диктатура в България.

Ето в кои води плува правителството на воената лига в България.

Продавайки интересите на българския народ, продавайки интересите и идеалите на българите в Македония, Добруджа и Тракия, правителството на Ляпчев се стреми да получи протекцията на Италия и Англия, която му е нужна за да продължи войната, която ето вече няколко години води с българския народ. Тая подкрепа то вече има. И чувствайки се достатъчно силно с нея, правителството на Ляпчев заеми в страната терора спрямо българския народ и спрямо освободителните движения на емиграцията.

Срещу тоя засилен терор в България ние ще продължаваме да се борим с всички сили. Българския народ също тъй ще продължава да се бори срещу кървавата диктатура.

Г. Казановски

Митинга в Париж против терора в Ромъния и България

Кореспонденция от Париж

«Комитета за защита жертвите на белия терор на Балканите» организира на 6 октомври т. г. един грандиозен митинг против новите кървави изтжпления на белия терор в Ромъния и България.

Една грамадна маса от хора се отзова на апела, отправен от инициаторите на тоя митинг. Обаче много от дошлите беха принудени да се върнат обратно, тъй като залата беше препълнена с хора.

Панаит Истрати требаше да председателствува митинга, той бе възпрепятствуван да участва, отправил до Комитета едно очарователно писмо, в което съобщаваше, че не може да вземе участие в събранието, като едновременно изказаше своя протест против престъпленията на балканския фашизм. Тогава, за председател на събранието бе избран **Марсел Вияр**, адвокат, секретар на Комитета, и за членове: **Емил Кан** от Лигата за правата на човека и **Кордие** от Червената помощ.

Председателя прочете едно писмо на т-жа **Ана Карима**, която присъединявайки се към митинга, благодари на **Комитета** и **Лигата** за акцията, която са предприели против белия терор в България.

Последователно, пред една аудитория, която беше се превърнала целата в слух, **Даниел Рену** от името на **Комитета**, **Кордие** от името на **Червената помощ**, **Емил Кан** от името на **Лигата за правата на човека**, **Компер-Морел** от името на **Социалистическата партия**, **Реймонд** от името на **Комунистическата младеж**, **Гаршери** от името на **Комунистическата партия** и **Анри Торес** с своя голем авторитет на адвокат, винаги в служба на правдата и истината, и най-сетне **Херкле** от името на **Обединените синдикати**, заклеиха убийствата в троянско, арестуването на **Антон Страшимиров**, преследванията и изтезанията на които е била подложена младежта в България, убийството на **Павел Ткаченко**, процеса на **Борис Стефанов**, преследванията против ромънските синдикати.

Всички тия престъпления, денонсирани с най-голема прецизност и при едно видимо негодувание, предизвикаха едно дълбоко възмущение всред присъстващите, между които имаше хора от всички съсловия на обществото и където беха застъпени всички анти-фашистки мнения.

При пълно единодушие и всред най-голям ентузиазм, бе приет и удобрен следния дневен ред, който бе изпратен бурни ръкописания:

Парижките и балкански граждани и работници, събрани на 6 октомври т. г. в залата «*Sociétés Savantes*», след като изслушаха гражданите **Анри Торес**, **Емил Кан**, **Даниел Рену**, **Реймонд**, **Кордие**, **Компер-Морел**, **Херкле** и **Гаршери**, които изложиха безбройните престъпления на ромънското и българско правителства, преследванията на работническите организации, конфискуването на демократически и работнически вестници, преследванията на неутралните организации и на безпартийни хора, които са имали куража да издигнат своя глас на протест против терора, и в частност:

Що се отнася до Ромъния:

Убийството на **Павел Ткаченко**;

Арестуването, изтезанията и предаването на военен съд на бившия депутат **Борис Стефанов**, както и на неговите събвиняеми;

Конфискуването на вестниците: **Лупта**, **Виата Мунчитоаре**, **Муннас Елет** и **Хемареа Ардеалулуи**;

Конфискуването и запрещението на последната книга на **Панаит Истрати**;

Преследванията и обиските, извършени по отношение на **Лигата против терора в Ромъния**; безпричинното и неоснователно арестуване на работническите водители и затварянето на **Синдикалния клуб**;

Поджжането на военно положение и на военни съдилища под невероятния претекст, че европейската война още не е свършена.

Що се отнася до България:

Избиванията в троянско, където беха убити повече от 120 души мирни селяни от «неотговорните фактори» на правителството, под претекст, че преследваните и убитите били разбойници;

Преследванията и изтезанията извършени над младежи-работници и студенти, изтезания, които станаха причина, щото четирма младежи да турят край на живота си, нemoжейки повече да ги понасят;

Арестуването на повече от 500 души, из между които работници-младежи и работници членове на разни синдикални и политически организации;

Арестуването на бележития писател **Антон Страшимиров**, срещу когото, макар и освободен след едно тринеделно задържане в затвора, е заведено дело-процес;

Спирането на в. **Новини** и арестуването на всичките му редактори;

Конфискуването на разни синдикални вестници и пр. и пр., издигат своя глас на протест против дивашкия режим и изказват своята адмирация към ония доблестни хора, които, при едни тъй тежки условия, се борят по свой почин в своите страни против терора;

настояват пред двете правителства да се възстановят: легалността, политическите свободи — на печата, на убежденията, на свободното синдикално организиране;

искат отменяването на изключителния режим и закони, на венните сждилища —

с една дума искат да се възстановят най-минималните човешки свободи.

Толкова сложен ли е наистина македонският въпрос?

Вътрешната македонска революционна организация, т. е. автономистичната ВМРО, страшно се е опялчила против мен, вследствие публикуваната от мен напоследък книга. Пред мен е превода на една статия, която е публикувана в един от нейните органи. В тази статия тя ме упреква, за гдето по македонския въпрос аз съм изказал едно пристрастно мнение, с политическа подкладка и задето съм извършил една едностранчива анкета, като съм бил изслушал само враговете на Македония и че в случая аз съм се бил подчинил на заповедите на Москва.

Колкото и тия думи да са казани с известен мек тон, все пак това се чете в обвинителния акт на представителите на автономистичната организация.

Аз съм недоволен, че ме критикуват по един такъв начин и публично хвърлят такъво тежко обвинение върху мене. Това го казвам съвсем открито.

Не от страх говоря така. Аз съм свикнал и на най-силните атаки. Аз никога не съм имал намерение да бега от отговорностите, които са резултат на моята дейност, нито да избягвам рисковете от големите социални и политически борби, в които съм се ангажирал.

Обаче аз се чувствавам силно обезпокоен от факта, че моите мисли и дела не могат да бъдат разбрани от хората, които, мен ми се иска по принцип поне да ги считам въобще за такива с добри намерения.

Аз ще се опитам да поставя нещата в техната пълна светлина. Аз искам да покажа на кратко, до колкото това е възможно, разбира се, че всички ония, които — колкото и малко да са в течение на съвременната действителност и не пренебрегват логическите клатушкания на историята и които не са лишени от каквото и да е морално съзнание и здрав разсъдък, необходим за да разсъждават нормално — не отричат логическите промени в историята, неминуемо ще дойдат до същите заключения, до които и аз съм дошел.

Наистина, македонският въпрос е твърде комплициран, това аз зная. Аз не претендирам да го познавам във всичките му подробности. Обаче аз претендирам, че го познавам достатъчно добре, за да мога да го анализирам и да скицирам по-главните му линии.

Македония ни изглежда днес като тип на народите мъченици. Разбира се, тук се касае за един народ, който има свой оригинален етнически характер, свои традиции, желания, своя единна и специфична особеност.

Той народ, в собствената си страна даже, в която се е развил и оформил като народ, където историята му е определила неговото место, за която страна той се крепи чрез своите корени и своята собствена култура, е третиран като едно стадо от роби и злосторници. Изкуствени граници и деления са разпокъсали неговото тело. Той е бил, а и сега още е потискан, разпокъсан, роб на закони, които му са чужди, безпомощен пред лицето на целия свет; той е жертва на сили, които го владеят и душат, въпреки принципите на право и справедливост, въпреки правото на народите сами да разполагат със своята свобода, въпреки необходимите интереси на тия, които го съставляват, с една дума, въпреки дълбоките и животрентуци нужди на едно общество, което живее и се развива.

С едно болезнено чувство, с едно чувство на уважение, аз отправям своите мисли и чувства към тая нескончаема верига от човешки жертви. Горещата симпатия, която храня към целото македонско население, без разлика на вера и народност, е истинския и единствен двигател на всичко това, което съм казал до сега и което има да кажа за тоя народ.

Колко пъти ние, заедно с някои от знаменитите приятели, които са взимали инициативата за да се даде възможност да се чуе гласа на справедливостта и човешината, сме говорили за Македония с едно братско чувство на възлнение и сме извиквали идеала: свободна Македония, която да влиза в рамките на своята прадедовска територия, Македония, която да принадлежи сама на себе си, за да може да се развива напълно свободно без всяко принуждение, съобразно с естествения склон на икономическите и социални закони!

И тий, всички ония, които сметат за свой дълг да внесат в всички големи проблеми от тоя род едно свое практическо гледище, където осъществяванията са отвлечени и неосъществими концепции или празни приказки, търсят причините на публичните аномалии и нещастия. Да търсим причините, това значи да търсим истинското начало на делото.

Причините за сегашните страдания на Македония се изразяват с една дума: това е империализма. Империализма на

съседните балкански страни, които под ред завладеха Македония като плячка. От дълго време тя не е вече провинция, а една колония, където се чува само дръжкането на оковите на победителя. Тя е плячка. Човек се чувствава безсилен да проникне в всичките мрачни перипетии на нейната история. Достатъчно е само да подчертаем нейното тройно разпокъсане. Всеки един от нейните три къса, нейното съвсем обезобразено бедно и големо тело, изпитва непосредствено ударите от империалистическите диспути на другите.

Не може да се прави разграничение между империализма на балканските държави и тоя на великите сили. Първия е в служба на втория. В действителност, положението на ожесточена и непрекъсната конкуренция, в която са хвърлени големите европейски държави, е което поддържа империалистическия хаос на малките васални държави. Това васалство е не само унищително и възмутително само по себе си и противно на международното право. То е злосторно, защото има за резултат експлоатацията на малките държави от страна на големите европейски капиталистически предприятия и използването на техните правителства като оръдия от същия тоя капитализъм. В тая страна на света — Македония, не ще настъпи мир, до като тя не престане да бъде разменна монета в техните ръце.

Кое е средството тогава за да се излезне от това положение? Требва ли на империализма да се отговори с империализъм? Т. е. трябва ли да се създаде в случая едно независимо македонско царство или република? Не. Освен че тя е една абсолютна утопия, до такъва степен неосъществима, че сега тя нема нито един привърженик даже и между най-фанатичните македонски националисти — такъво разрешение на въпроса в нищо нема да измени положението. По-скоро едно такъво разрешение на македонската проблема ще смени само декорите, за да поддържа под друга форма мизерията и страданията на македонския народ.

Ще се разрешат ли въпроса като се присъедини Македония към една от балканските съседни страни? От само себе се разбира, че такъво едно разрешение на македонския въпрос ще размести само елементите на тая трагична проблема, без да може в същност нито на коя да измени положението.

В действителност, Македония, както бех писал и аз, не желас да бъде нито българска, нито сръбска, нито гръцка; тя иска да си остане само македонска.

При тия условия, единственото логическо разрешение на съвременната македонска драма, изглежда, само в тия **свободна федерация на всички балкански народи, без изключение, където свободното развитие на всека една страна и народ, ще бъде автоматически осигурено до най-висша степен.**

Всичко това е просто и логично. За да дойде човек до тая констатация, не е необходимо да бъде умислено тласкан към това от некаква политика и да се вслушва в разни външни внушения. **Аз го повтарям, че за това е нужно човек да има само здрав разум и нищо повече.** И бих искал, щото моите сегашни противници — автономистите добре да разберат това.

Аз сметам, че двойното фатално заключение на тия съждения е, че за да се дойде до образуването на тоя естествен организъм на обединените в един единствен организъм страни, съществува две големи препятствия които на всека цена трябва да се преодолеят. А те са: **от една страна, заробващия чуждестранен империализъм и хищническото натрапване на големите държави, и от друга, вътрешната тирания.**

Империализма и вътрешната тирания са тесно свързани помежду си. Те не могат да функционират един без други. Алчността на капиталистите за победи, за завладяване и потискане на чужди народи и територии, не би могла да бъде удовлетворена, ако народите не беха водени до положението на безправни роби. Нека се разбере: **нема политическа свобода без икономическо и социално освобождение.**

Тия идеи, които са резултат на едно спокойно и обективно изучаване положението на балканските страни изобщо и това на македонското население в частност, аз ги намерих изложени по един много ясен и убедителен начин в вестника, на който изпращам тази си статия. Моята симпатия за **Балканска Федерация** има само един мотив: документираната ясност, която бляси на всека страница на тоя вестник. Аз недопускам, че има хора, които верват, че за да се дойде до тия концепции, необходимо е непременно човек да бъде опартизанен. Тия идеи произтичат от самата действителност. Те са неоспорими и неопровержими, правово и делово. Всеки друг идеал предложен на македонския народ ще му отнеме светлината, ще го отклони от правия път на неговото освобождение и ще го тласне към нови разочарования и нови страдания.

А що се касае как до автономистическата ВМРО, може ли човек да не бъде сюрпризиран от ролята, която тя е въпреки това? Историята не може един ден да не потвърди, че от гледището на вътрешното положение на Македония, ВМРО захвърли на страна принципите, върху които тя е била изградена, за да подкрепи антидемократическата и фашистка политика на известни правителства и засили официалната полиция. От международно гледище, ясно е, че тя изостави истинската мисия за националното освобождение, като се отдаде всецело в служба

на империалистическите тенденции чрез изолирани и безуспешни националистически агитации. Сегашния конфликт между България и Югославия, както и миналогодишните събития в петричко, показват опасността на тая глупава агитация, която става причина за проливане на невинна кръв и засилване на тиранията и реакцията, в очакване да се предизвика всеобща война. Тая роля още повече се усилва, когато ВМРО атакува и търси да дискредитира ясните, положителни и практични усилия на ония истински федератисти, които са взели близо до своето сърце тая висока мисия: общото и масово организиране на всички потиснати балкански народи, против външния и вътрешен угнетител.

Аз повтарям пак, досадно е да се констатира, че против тая линия на поведение на прямота и разум, против тая програма изложена в пълна светлина и която не се нуждае от никаква защита, се измислява тоя демагогски аргумент, който се издига от тия, които имат скрити намерения и който преследват политически цели, противни на заинтересованите народи.

Анри Барбюс

Дочо Михайлов

Героя на добруджанската свобода, Дочо Михайлов, е роден в с. Бабук-Добруджа. Първоначалното си образование той е получил в родното си село, а гимназиалното в Свищов. Още в своите юношески години, младия Дочо е носил на голем идеализъм. Младеш с любознателен ум и гореща любов към самообразование, той пламенно се увлича от идеите на революционния социализъм и до края на своя живот остана верен техен привърженик и запази в себе си една безпределна обич към всичко потиснато и онеправдано.

През 1918 г. Дочо е учител в с. Ходжа-кйой — силистренско и разнася спасителните социалистически идеи всред селската маса. След ромънската окупация в 1919 г., той е бил принуден да напусне учителството. И ние виждаме дълго време тоя народен учител да се отдава с горещ ентузиазъм на една широка революционна дейност в силистренско. Рожба на добруджанското село, потискано, ограбено и тероризирано от ромънската олигархия, Дочо кръгосвова Добруджа, буди надеждите, повдига ентузиазма и зове на борба своите поробени братя. Смъртен враг на ромънската олигархия и нейния тиранически режим, той скоро бива подложен на редица преследвания и принуден да емигрира в България.

Като емигрант, в Варна, Русе, из селата около границата, той окуражава, буди революционното съзнание, организира гледуващата добруджанска емиграция и става нейния любимец. Но Дочо не доволен от тая си дейност, той чувствава, че неговото място е всред поробените свои братя вътре в Добруджа и наново се отзовава там през 1921 г. За да легализира до известна степен своето положение, той се записва в Букурещ студент по медицина. Тоя студент-медик бърже успева да организира едно широко разпространение на революционна литература в Добруджа. Ромънската Сигуранца търси под дърво и камък опасния студент, но Дочо Михайлов успева под чуждо име наново да се отзове в България.

Сега вече Дочо поставя основите на добруджанското революционно движение. В началото на 1923 г. бива образувана Вътрешната добруджанска революционна организация (ВДРО) и той е член на нейния Централен комитет. През 1923 и 1924 г. Дочо е смелия, неустрашимия войвода и ръководител на добруджанските чети в Добруджа. Още в първата година той нанесе смъртен удар на съществуващото разбойничество в Добруджа и добруджанските селски маси си отдъхнаха спокойно. Дочо бе безопасен към грабителите на народа. Изчезнаха и дългите кървани, които селяните беха принудени да образуват поради несигурността по пътищата. Революционната народна дейност на четите стана причина да бъде затруднен и провален напълно първия опит да се колонизира Добруджа с ромънски селяни. Пламенния Дочо, знаещ добре ромънски, изненадваше пътуващите колонистки маси, държеше им огнени слова, посочваше им причините за гдето ромънската олигархия не им дава земя от своите чифлици и с каква цел ги праща в Добруджа. Той успеваше почти винаги да убеди тия ромънски селяни в необходимостта да се поведе обща борба срещу ромънските чокони и те се завръщаха доброволно от където беха дошли. Имаше случаи, когато ромънските управници в Добруджа изпращаха войска за да задържи връщащите се колонисти, но не успеваха. Тъй убедително бе словото на големия апостол за свободата на Добруджа!

Дочо бе обичан и обожаван не само от българското население в Добруджа, но и от турското. Не липсваха и покръпители сцени за привързаността на турското население към «комитата» Дочо. Понеже в началото на своята дейност, той не образуваше революционни организации в турските села, то тия последните изпращаха делегации при «комитата» Дочо, да го молят да не се отнася с недоверие към мохамеданското

население в Добруджа, което остава напълно преданно и готово да подкрепи всячески народната дейност на «комитите». Дочо посрещаше внимателно тия делегации и ги връщаеше пълни с надежди. Впоследствие в неговите чети имаше и четници турци.

В цялата си дейност в Добруджа, Дочо широко развиваше пред добруджанските народни маси идеята за независима Добруджанска Република и посочваше пътищата за нейното осъществяване. Дочо оставаше винаги горещ и смел привърженик на идеята за самостоятелността на добруджанското революционно движение. Но всичко това не се харесваше на другите членове на Ц. К. на ВДРО, които се мъчеха да използват добруджанското революционно движение за целите на българските правителства и техната реваншистка националистическа политика.

През м. март 1925 г. Дочо Михайлов, заедно с няколко десетки негови първи другари и съидейници, беха хвърлени в затвора и съдени по З. З. З. Мотивите за това беха, че те искали да искористят и болшевизират добруджанското движение. Агентите на българското правителство в ВДРО и носители на протогерощината в него, Никола Кямилев, Хаджи Иванов и Слави Алексиев беха инициаторите на тия арести. След това дейността на ВДРО бе преустановена в Добруджа. След априлските събития Кямилевци и Алексиевци направиха всичко, за да турят добруджанските чети в услуга на правителството и вътрешните политически борби в България, и така нанесоха тежък удар на ВДРО. Революционните организации в Добруджа беха подложени на бесни преследвания от страна на ромънската власт. В един период от година и половина, беха арестувани над 1000 души и убити над 100 души добруджанци. Ромънската олигархия бе окуражена.

През м. май 1926 г. Дочо бе пуснат от затвора. Той завари особено революционното движение вътре в Добруджа от стария Ц. К. на ВДРО, и скъсало вече всички връзки с Кямилевци и Алексиевци. Дочо посрещна възторжено и с детска радост тоя революционен акт на добруджанските маси. И отново се отдаде да служи тем с още по-голема любов и преданност. Но с това той си спечели смъртната умраза на българското правителство и неговите агенти.

На 27 август т. г. в околностите на село Дживел-Шуменски окръг, тия последните, извършиха своето мръсно и редко престъпление спрямо освободителните борби на добруджанци. Изненадани в своята неколкодневна почивка в България, беха убити подло Дочо Михайлов и неговите трима достойни другари.

Георги Гицов, от с. Малка Кайнарджа }
Тодор Господжакон, от с. Акфатар } Добруджа.
Гено Добри Друмев, от с. Омур Факия }

И когато всред песния своята хайдушка песен Делнормански балкан, пропищяха зловещо куршумите на «братята българи» и туриха край на живота на тия четирма самоотвержени добруджански революционери—трена Добруджа, техната родина и по ширните добруджански поля се разнесе страшната вест:

Дочо убит!

Дочо, величавото чадо на Добруджа, любимеца на широките народни добруджански маси, техния неустрашим защитник, страшилището на ромънските тирани в Добруджа — убит!

И хиляди чела се наведоха в дълбок траур, и хиляди сърдца се потопиха в горчива болка! Но и хиляди юмруци се свиха в благороден гнев и в хиляди пламнали погледи — враговете на Независима Добруджа, от Букурещ и София, можеха да прочетат:

«След теб идем легиони. С одесеторени усилия ще следваме твоя завет в трудния път за осъществяване на великия ни идеал — Добруджа, свободна и независима!»

Добруджа, октомври 1926 г.

С. Г.

Гърция пред нови събития

Писмо от Атина

Два месеци изминаха от преврата на генерал Кондилис и вътрешното положение в Гърция не само че не претърпе никаква промена, но напротив, методите и тактиката на терор и потисничество на народите маси върви по същия път. Смениха се само лицата на върховете на управлението—вместо Папгалос, днес диктаторствува Кондилис и приятелите му. Последните безредици в Атина и Солун, заплашителните писма на офицерите Дерглис и Зервос, осъдени вече от Атинския военен съд, до Кондилис, показват, че Гърция е пред нови изненади. Повелението на Пластирас е не по-малко загадъчно и опасената, че той готви на свой ред преврат, са доста основателни. На тия военни скандали гръцкия народ почва вече оправдателно да реагира, възмуцението и негодуванието ежедневно

растат и ако генерал Кондилис не даде възможност, предстоящите избори да се произведат свободно, нещо което не се вижда от досегашните му изјавления и дела, последната дума ще имат народните маси.

Военните клики на Пангалос, Кондилис, Пластирас и Со не са в състояние да се справят с големите и тежки икономически проблеми, с финансовата криза, с въпроса за подобрене положението на безработните, с безработицата, с аграрния въпрос, изборната система и много други проблеми, чието разрешение

изисква бързи и дълбоки реформи в днешния политически и икономически живот на страната. Тези реформи ще се извършат само от едно правителство избрано из средите на народа, което ще познава неговите нужди и ще изпълнява неговите желания.

За такъво едно правителство на демокрацията трябва да дадат своя глас в предстоящите избори гражданите селяни и граждани.

Атина, 10 октомври 1926.

Анис

FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJËR

ORGAN I MINORITETEVET NACIONALË E I POPUVET BALKANIK TË SHYTPUR
BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

ENQUÊT-A E JONË

TE PERSONALITETET POLITIKE E LITERARE EUROPIANE

PERMBI

FEDERACIONIN BALKANIK

Pergjegja e partis socialiste të Gënevës

Charles Burklin

Leu me 30 Shtatvër 1881; është nëpunës i zyrës së postave. President i qëndres të partis socialiste të Gënevës. Bashkëpunëtor i levizjes sindakale veproj sidomos per organisimin e personalit të Shtetit.

President i qëndres i shogënis të nëpunësavet të zyrevet postare prej 1914 deri 1917; në vjetë 1920 kje zgjedhë Sekretar i Unionit federativ të nëpunësavet të Konfederacionit, një Federatë kjo që kish më se 60.000 anëtar.

Në vjetë 1919 kje zgjedhë deputat i Këshillit të Naltë të Gënevës; në vjetë 1925 kje presidenti i këtij trupi. Kje anëtar i Këshillit municipal të Petit-Sacconex qysh në vjetë 1922. Në

vjetë 1922 kje zgjedhë në Këshillin e Shtetevet (Senat); prap në vjetë 1925, në zgjedhjet e reja kje zgjedhë persri.

Ka sherbye me zellë sidomos çeshtjen e banimevet e ka punue per elaborimin e ligjëvet që kan për qëllim me shtue banimet e me paksue at mungesë të madhe per banesa, që mbretnote si kohen e luftes, ashtu dhe ma vonë.

Në vjetë 1918, mbas sá e sá konferencash, kje iniciatori i konstituimit të një shoqëris kooperative per banesat. Kjo shoqeri ka sot në Gënevë më se 120 shpirta rrethue me kopështije.

Lucien Guiland

Leu në vjetë 1885, nëpunës i zyrevet postare, sekretar i grupit socialist të buiqësis, sekretar i Komitetit qëndruer të partis socialiste të Gënevës.

Na po Ju napim këtu pergjegjet, numer mbas numërit, atyne pvetjevet që Ju na bëni permbi gjendjen politike në Balkan.

1° Esht evident se të damit e Macedonis nermjet të Grekis, të Jugoslavias dhe të Bulgaris është një zgjidhje e dhuneshme, e trillueme per të shkaktue lufta të ra në Balkan, e per ket udhë natyrisht dhe n'Europë e në të gjith boten. Ky coptim nuk është kursesi konformë me principin e vetë-urdhënimit të lir të popujvet.

2° Per sá dím na permbi çeshtjet politike në Balkan na nep të drejtë me konstatue se të drejtat e minoritetevet etnike nuk janë as të respektueme, as të garantueme. Opresioni sundon lirisht në Balkan.

3° Mënyra se si me i vue funt kësaj gjendje është konstituimi i një Federacionit të popujvet të Balkanit, tuej lidhë interesat e tyre bashkarisht. Kështu të gjith Shtetet e Balkanit, tuej pasë një regimë doganash dhe ekonomik bashkarisht, do të kishin lidhje të lir me detin e Zi, me detin Egë dhe Adriatikun.

Në gjë të këtij Federacionit minoritetet etnike do të ishin në gjendje m'e regullue administraten mbas nevojave të tyre. Kështu dhe Macedonia do të kish unitetin e sajë. Merret vesht vehtëvehtju, se në ket Federacion, fuqija qëndrore do të kufinohet vehtëm në marrëdhjanjet e jashtëme.

Çka sot ndodhë në Svicër, ku kater raca të ndryshme munt të jetojn n'akord të plotë në gjë të Konfederacionit helvetik, na shtynë natyrisht me marrë anen e kësaj zgjidhje.

4° Esht fare evident se deri sá t'jën në fugi regimet opresioni e diktature të sotshme në Rumanië, në Bulgari, në Serbi dhe në Greqi, nuk do të kët bisedim per krijimin e një Federacioni balkanik.

5° Per t'u realisue Federacioni balkanik, është e nevojshme që perpara të realizohet demokratia ner të gjith këto Shtete të ndryshme. Demokratia do t'i bin këto Shtete ner marrëdhjanje më normale. Këto Shtete do të mësohen me jetue në pagjë njeni me tjetrin. Do të pregatiten dhe entente-t paraprake që do të shpín drejt te Federacioni balkanik, ideal në favor të cillit na do të formojue dishiret më të nxehta.

Per partin socialiste të Gënevës

Presidenti:
Burklin

Sekretari:
Guiland

Shqipëria në gjiri të politikës s'Orientit

Politika radikale imperialiste e Fashistëve, e dirigjeme me dorë fanatiku prej Mussolinit, ka marrë rrymen e sajë, tuj qitë më për në gjirin e saj Shqipërin.

Sot po thuaj krejt shtypi i huej e ka kuptue fare mirë se Shqipëria vehtëm *pro forma* është Shtet në vëdi, se *de facto* s'është tjetër veçse një mandatë e Italis, me Presidentin e Shqipëris në krye si marionetë.

Më të përt me i difturi botes ket metamorfosë historike kjenë shtypi i Belgradit, i Vjenës dhe i Berlinit, tash më vonë kan hi në ket valle dhe Franca e Anglija.

Belgradi u dogjë po n'at zjar që kish ndezur aj vehtë; Ahmeti, Benjamini i Xha-Pasiçit shkoj e ra në prëhen të Mussolinit, dhe sot kabineti i Belgradit jo vehtëm që s'është tuj muejt me i rucjtë interesat e tia në Shqipëri, por është tuj e bjerrë të drejtat e tija dhe në shepi të tij para sulmes të Mussolinit që do të dalë n'at anë t'Adriatikut.

Franca ka fillue m'u bë pak nervos per animositetin dhe anmigsin që diften Mussolini kundra sajë; Franca që në politikën e Orientit, lote rrolin e për, sot dita me dit po dobohët prej Balkanit prej Mussolinit. Deri tash Franca kish ndejë në një defensiv të vaktë, shifet veçse që në kohet i fundit qeveria e Frances e ka dá mos me ndej më me duer kryq para sulmes së Mussolinit.

Anglija, mbas një lajmit sensacionell që nep shtypi amerikan është turbullue shum, pse ka fillue m'e kuptue se Mussolini posë të drejtavet që ka okupue në Shqipëri, do të okupojë dhe tokë turke nga Tesalia, tuj hi në tokë të Turkis me fuqi armate. Thohet se Turkija i ka marrë vesh të kohë planet imperialiste të Mussolinit, dhe se është gati per ç'do eventualitet luftet. Grekia natyrisht me Generalat e politikajt e sajë të pá-numer, është gati per ket aventurë, në shpnesë se do të marrë huan e Smrnes.

Interesant per historin është me konstatare, se rrjedha e fitimevet t'imperialismes italiane filloj me at ditë që bash këto tri fuqi i dhane

ndihmen një begut shqiptar, cub e malok. Aventura e Ahmet Zogut, e ndimue me pushkët e Belgradit, me paret e Londonit, dhe me indiferencen e Parisit, është sot vatra ku Mussolini zin planet e tija grabitsh, ato plane që do të ven zjarrin Europes.

Kështu vëlon kazani evropian, dhe Shqipëria gjindet në valen e kësaj politikë me një aventurier në krye të pá-skrupel, që tjetër fill s'ka, por si të mbahet gjethnjë në fuqi, tuj e futë popullin në zjarrë, në skam e në mjerim.

Sá per tash Shqipëria ka marrë rrjedhjen e politikës italiane, pse këtu i duket Ahmetit se është fuqija më e fortë e Orientit; aq hapas i shtrohet Ahmeti urdhnave të Mussolinit, sá të huejt e marim sotë lidhjen që ka nermiet të Shqipëris e t'Italis, si lidhja që ka një Shtet mandatár me Shtetir mandant.

Deri kuer do të mbajë kjo robni?

Deri sá të dahet lufta e Italis me tjerat fuqina t'Orientit e sidomos me Francën, fitoj Italia, Shqipëria do të bëhet një Koloni e Italis, — po fitoj Franca aherë aspiratat e Italis do të shtypen, dhe në vent t'Italis do të vin prap krahi i diathtë i Frances: Jugoslavija. Në ket fasë ateherë ka dy rrugë që munt të rrjedhin: a Jugoslavija nuk ka më sue kurgjë prej aventures të gabushme që pat me Ahmetin, e gjethnjë dot i ndihmojnë aventurjervet-shqiptar-bejler per t'a shkatrrue Shqipërin, e aherë loja do të persritet, dhe Jugoslavija tuj dashtë me shkatrrue Shqipërin do të shkatrojë dhe vehtën e sajë; a por Jugoslavija e ka kuptue se ç'rrezik është per te me luejt me ziarrin e Shqipëris, dhe se i vetmi pështim per të është m'u bá prisia e një Federacionit Balkanik, me sinceritet e shpirt, tuj dhanë liri minoritetevet shqiptare etjera, e tuj i bá ballë Shtetevet jo-balkanik, që donë m'e bá Shqipërin e krejt Balkanin koloni.

Grupet federacionare të lidhura nermjet të tyre do të jenë prisat e popullit per realisimin e asaj Federate Balkanike që është e vetmia zgjidhje e gjendjes caotike të tmerueme të popujvet të Balkanit.

Belgrad, Tetuer.

L. Perali

BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA

IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

NAŠA ANKETA

KOD ZNAMENITIH EVROPSKIH POLITIČARA I KNJIŽEVNIKA
O BALKANSKOJ FEDERACIJI

Dr. Leonhard Ragaz

Dr. Leonhard Ragaz rodio se je 1868 u Taminu, Graubünden u Švajcarskoj. Pošto je dovršio sveučilišne nauke u Bazelu, Jeni i Berlinu, bio je imenovan profesorom na liceju u Churu i župnikom u Churu i Baselu. Godine 1908 bio je imenovan profesorom teologije u Zürichu. Napustio je ovu katedru 1921 radi svog predkida sa crkvom i službenim kršćanstvom. Od tada on radi kao književnik i privatni pedagog u krugu vjersko-socijalističkog udruženja „Rad i Kultura“ u Zürichu.

On je utemeljitelj vjersko-socijalističkog pokreta, komu je svrha preporod kršćanstva i društva sredstvom sinteze vjerske i socijalne evolucije. On je prihvatio radikalnij socializam, oslobođen od dogma i pripadao je ima dugo vremena švajcarskoj socijalističkoj stranci.

Leonhard Ragaz napisao je mnoštvo knjiga, od kojih mi posebiće ističemo: „Nova Švajcarska“; „Pridji kraljevstvo tvoje“; „Kraljevstvo svjetsko, Vjera i Kraljevstvo Božje“; „Borba za Kraljevstvo Božje“; „Pedagoška Revolucija“; „Socijalistički program“ i t. d. On je također urednik časopisa „Novi putevi“, koji izlazi u Zürichu.

Ne poznavajući osobno prilike na Balkanu, ja nisam nadležan, da izrazim mjerodavan sud o pitanju balkanske federacije. Ako ja usprkos svega toga odgovaram na vaša pitanja, to je s toga, što ja ina duže vremena i s mnogo interesa pratim balkanske događaje i što smatram svojom dužnošću, da što je moguće više doprinesem

riješenju — za Evropu i cijeli svijet tako važnog balkanskog problema, a s druge strane što mislim, da sam kao Švajcarac nekako u pravu, da nešto rekнем o problemu federacije.

Sama Švajcarska je federacija, konfederacija — to će reći: slobodno udruženje od uvijek slobodnih i ogromnih nacionalnim, vjerskim i kulturnim razlikama rastavljenih političkih jedinica. Te su se jedinice borile nekad između sebe isto tako ljuto kao što sada balkanski narodi. One vodjahu duge međusobne ratove, pune mržnje i bijesa, ratove političke, socijalne i vjerske i u tu svrhu sklapahu saveze sa stranim velikim silama. A dandanas one tvore zajednicu, koju nije mogao ozbiljno potresti ni vrtlog svjetskog rata.

Švajcarska se sastoji iz jednog katoličkog i jednog protestantskog dijela, ali ne postoji niti najmanja pogibelj, da bi ta činjenica mogla pocijepati našu zemlju. Ona broji četiri različita jezika: njemački, francuski, talijanski i romanski, ali mi ne poznajemo jezičnih borba. Ona obuhvaća najmanje tri kulture i tri glavne narodnosti i usprkos toga ne postoji međutim nego samo jedan švajcarski narod; pa i ako se kao posljedica svjetskog rata pojavljuju tu i tamo među njima razilaženja, ne postoji apsolutno nikakva pogibelj za jedinstvo i životnu snagu švajcarske federacije.

Koja je tajna ovog razvoja? To je potpuna i apsolutna sloboda, po kojoj u krilu demokratske federacije nacionalne, kulturne i vjerske razlike imaju potpuno pravo, da žive vlastitim životom. Sve službene isprave tiskaju se u tri jezika. U kantonu Graubünden pomiješani su njemački, talijanski i romanski jezik i tu postoje najrazličitije vjerske suprotnosti, ali ipak nikad nije izbio

nikakov ozbiljan sukob. Ne treba prepisati švajcarskoj umišljenosti, jer naša zasluga u ovom razvoju nije baš velika, — ako izjavim, da je jedini put za riješenje balkanskog i evropskog problema: izmjena sadašnjih državnih podijela sa općim sistemom federacija; potpuna odredka istovjetovanja naroda i države; potpuna narodna, kulturna i vjerska autonomija za sve manjine; slobodno udruženje na mjesto sile i tlačenja.

Ja nisam slobodan, da vam kažem, kako će se sve to moći oživotvoriti na Balkanu. Ja bih htio samo naglasiti, da nisam htio kazati, da će od danas na sutra biti moguće na Balkanu uspostaviti državnu zajednicu isto tako solidnu kao što je švajcarska konfederacija. U toku mnogo vijekova postala je Švajcarska ono, što je ona danas. Pa možda nije niti moguće niti poželjno, da balkanski narodi stvore državno jedinstvo — bila bi dovoljna i jednostavnija zajednica. Treba započeti onim, što je danas najvažnije, a ostalo će doći malo po malo, narasti će organski s vremenom.

Ali kako se ne može ništa od vlada očekivati, treba da se slobodne sile metnu na čelo. Veomu lijepu zadaću imaju tamo socijalističke stranke. Svjetsko javno mišljenje treba da djeluje u naznačenom pravcu. Ma što se mislilo o Društvu Naroda, ono će jednom biti od neke važnosti, ako bi ga uspjelo uvjeriti, da je njegova zadaća, da riješi makedonsko pitanje. Na poslijetku je jasno, da je za riješenje svih ovih problema neophodno nužno, da se socijalna evolucija razvija uporedo sa evolucijom misli.

Ja bih htio još jednom izjaviti, da ja vjerujem u vrijednost, mogućnost, neophodnost balkanske federacije i da ja smatram to ujedinjenje kao neobično sretan događaj za ove narode, za Evropu i za čitav svijet.

Dr. Leonhard Ragaz

Leon Nicole

Leon Nicole — rođen 1887. bio je nakon dovršenih nauka sve do 1919 upravni činovnik švajcarskih pošta. On se je pojavio u političkom životu 1919, kada je bio izabran za ženevskog zastupnika u švajcarski parlament (narodno vijeće). U istoj godini postao je glavni tajnik saveza švajcarskih poštarskih činovnika i uredjivao je sindikalni list „Jedinstvo“. U 1919 isto tako osnovao je u Ženevi socijalistički tjednik „Glas rada“.

Zagreb i posjeta čeških zastupnika

Češki i slovački zastupnici dodjoše ovih dana u velikom broju, da posjete Kraljevinu S. H. S., da uoče njezino prosvjetno stanje, da vide njezinu gospodarsku, u prvom redu njezinu vojničku snagu, da pri tom izmjene sa svojim drugovima iz narodne skupštine uobičajene fraze o zajednički prolijenoj krvi „za slobodu i jednakost“ i da pred stranim svijetom jače naglase „zajedinstvo interesa“, što vežu oba bratska naroda.

U Beogradu i Skoplju govorilo se mnogo o osvećenom Kosovu i očišćenju Bijeloj Gori, o konačno oživotvorenom idealu slobode i ujedinjenja, a pri tom se na licu mjesta sramotno prešutjela Makedonija i Slovačka. Polagali se vijenci i pjevale se himne „nepoznatom tjeraku“, a pri tom držali programni govori, koji će živi narod tjerati na klaonicu državnog imperijalizma i preživjelog hipernacionalizma. Naša su braća Česi prolazili kroz krajeve, u kojima narod ne smije govoriti svojim materinjskim jezikom, niti se zvati svojim imenom, u kojima se živi teškim životom mučenika i patnika; gdje su batina i bajoneta najvažniji faktori civilizacije i napretka. Oni su možda sve to opazili, ali su valjda pri tom mislili na Slovačku i ZakarpatSKU Rusiju... i čitali su. Beogradske vlastodršci pokazali su im „Potemkinova sela“ i jedan naivni čehoslovački poslanik držao je na svom povratku u Beograd oduševljeni govor, kako je krija pretpostavka, da bi Jugoslaveni imali nešto naučiti od Čeha u Čehoslovačkoj, jer sve ono, što je on vidio upućuje ga jasno na to, da Čehoslovaci mogu samo i to velikim uspjehom učiti u Jugoslaviji, kako se brzo jedan narod podiže kulturno i ekonomski, samo kod su „nosioci vlasti“ tako prožeti velikom idejom narodnog napretka i kad se oni toj misiji predaju takvim oduševljenjem, kako što to čine u Jugoslaviji.

Beogradske vlastodršci bili su sada i više nego uvjereni, da će narodni predstavnici iz čehoslovačke republike ponijeti u domovinu najljepše uspomene i da će se tako još jače utvrditi i onako tijesne veze, koje vladaju između praške i beogradske reakcije. Oni su sada bili sigurni, da će češko javno mišljenje i građanska štampa imati još manje razumijevanja za patnje potlačenih naroda u Jugoslaviji i da će sve bezobzirnije napadati svaki pokret narodnog otpora za oslobodjenjem i obaranjem reakcije, jer će osjetiti jakost velikosrpskog imperijalizma i militarizma i računati na njegovu pomoć u životnim potrebama češke buržoazije. Na svom pohodu posjetili su češki i slovački zastupnici i glavni grad Hrvata-Zagreb. Premda češke simpatije ne stoje na strani Hrvata u njihovoj borbi za vlastitim samoodredjenjem premda oni u svojoj većini podupiru

Godine 1922 Leon Nicole napusti svoj položaj glavnog tajnika, da preuzme uredništvo socijalističkog dnevnika „Rad“ koji je zamijenio tjednik „Glas rada“. I ovaj dnevnik izlazi u Ženevi.

On je 1925 ujedinio dva socijalistička dnevnika „Rad“ u Ženevi i „Pravo Naroda“ u Lausanni u jedno novinsko poduzeće.

Leon Nicole je član upravnog gradskog odbora općine Petit Saconnex (predgrađe Ženeve). On je tu bio načelnik od 1923 do 1924 i od 1925 do 1926. On je također zastupnik u velikom ženevskom vijeću.

Veoma rado odgovaram na vaša pitanja. To činim tim radje, što sam sve do sada imao samo najugodnije veze sa pripadnicima svih balkanskih država, koji se danas bore za pravedan i normalan režim na Balkanu. Odgovaram na pitanja onim redom, kako su mi ona postavljena:

Potpuno je sigurno, da dioba Makedonije između Jugoslavije, Grčke i Bugarske ne odgovara duhu pravde i slobode, niti briži svakog poštenog čovjeka za održanje mira. Načelo slobodnog samoodredjenja naroda sila nas, da tražimo politički sistem, koji deraša autonomiju Makedoniji.

Ja mislim, da pod današnjem režimom balkanske reakcije nijesu dovoljno zaštićena prava narodnih manjina.

Oživotvorenje balkanske federacije bilo bi po mom mišljenju najsigurnije sredstvo da se osigura svakoj narodnosti najvrše slobode, a u isto vrijeme, da se unište takmičenja pojedinih država, sigurni izvor vječnih sukoba i uzrok krvavih ratova na Balkanu.

Tim više ja dijelim ovo mišljenje, pošto svaki dan opažan koj risne posljedice u mojoj domovini Švajcarskoj.

Četiri rase žive u miru ima više vijekova. ujedinjeni u 22 različite upravne oblasti. Zaslužuje svakako, da se naslijeduje cva-primjer. On omogućuje riješenje balkanskog problema, gdje su tako mnogobrojne različite rase i narodi.

Sasvim je jasno, da neće vlade diktature, koje sada zapovijedaju u Rumunjskoj, Bugarskoj, Grčkoj i Srbiji oživotvoriti balkansku federaciju. Najprije treba, da tamo zavlada demokracija. Preko demokracije doći će ti narodi najprije do sporazuma, a zatim do federacije, što im ja od sveg srea najviše želim.

Leon Nicole

smjernice velikosrpskog šovinizma, sva hrvatska kulturna društva i zastupnici naučnih zavoda izašli su, da pozdrave predstavnike češkog naroda i da tim pokaže, da nije Zagreb prvi uzalud primio nauku Janka Kolara i da nije za ništa prihvatio Gajeve ilirske ideje, da tako okupi u jednoj federativnoj državi sve južne Slavene, a po tom i ostale balkanske narode. Na tom mjestu rastao je duh Strossmayerov i njegovo jugoslovenstvo, jugoslovenska akademija i zagrebačko sveučilište bilo je u pravom smislu: jugoslovensko — za sve slavenske narode na Jugu, bez imalo primjese imperijalizma ili kulturnog prozelitizma. Srbski vlastodršci preko svojih pomoćnika u Zagrebu htjeli su pokazati Česima, kako su nakon osam godina ujedinjenja uništili Hrvate i izbrisali hrvatsku svijest među njima i dali su preko svog pouzdanika Mite Jovanovića, šefa željezničke direkcije okriti zagrebački kolodvor samo državnim i srpskim zastavama, a hrvatskim emblemima nije bilo ni traga. Htjelo se češkim zastupnicima pokazati odmah pri njihovom nastupu na zagrebački tlo jakost velikosrpske supremacije i uspjeh batinanja i zatvaranja po Hrvatskoj.

Ljudi se i sistemi mjenjaju, ali se slični događaji povraćaju. Upravo pred neko 30 godina došao je u Zagreb car i kralj Franjo Josip I — bilo je to 1895. Tadašnji madjarski ministar-predsjednik grof Banffy i njegov eksponent u Hrvatskoj tadašnji bar grof Kuhen-Hedervary htjeli su pokazati austrijskom caru i apoštolskom ugarskom kralju, kako su oni ispunili staru lozinku madjarskih imperijalista i izbrisali Hrvatsku, pa su isto zagrebački kolodvor okitili madjarskim državnim i narodnim bojama. I kad je car i kralj Franjo Josip I stupao na hrvatsko tlo i primao čestitke svojih podređenih organa, dotle je hrvatska akademska omladina na oči madjarskih vlastodržaca spalila javno madjarsku zastavu kao simbol tlačenja Hrvata i madjarskog imperijalističnog prodiranja. Trideset godina kašnje željeznički direktor u Zagrebu Mita Jovanović vršio je istu ulogu kao nekad madjarski predstavnik Kuhen-Hedervary i okitio je isti zagrebački kolodvor srpskim zastavama, znakovima potpune prevlasti velikosrpske hegemonije nad jednakopravnošću Srba i Hrvata i Slovenaca u njihovoj državi. Ovoga puta nije hrvatska akademska omladina spalila simbol imperijalizma, da ne vrijedja bratske osjećaje većine Srba, ali zato su Stjepan Radić i hrvatski narodni zastupnici najenergичnije protestovali proti ovom nečuvenom znaku nejednakosti. Stjepan Radić je protestovao i proti neukusnim uvredama predsjednika češkog parlamenta g. Maly-petra, kod je u svom pozdravnom govoru kazao, da poznaje Zagreb od 1908, od vremena, kad je u njemu vodjen veleizdajnički proces proti 53 hrvatska Srba. Nakon tako neukusnih ispada nije preostalo drugo nego da se hrvatski narodni zastupnici odaleče i ne prisustvuju dalje službenom prijemu. Ali je uspjeh nastupu i svijet

je zapazio, da hegemonisti i pretorijanci nisu postigli svoj cilj. Madjarski su vlastodršci mogli onda lako potjerati sa zagrebačkog sveučilišta koju stotinu hrvatskih djaka, ali njihovi beogradski drugovi neće moći tako lako baciti preko granice sve hrvatske zastupnike i čitav narod. Ali se je zato odmah sastao ministarski savjet, da vijeća, što da učini i koje mjere, da preuzme i onemoguću političke istupe Stjepana Radića i njegovih drugova.

Sva su ta vijećanja suvišna i sve te mjere bezuspješne, jer će hrvatski narod i bez Stjepana Radića nastaviti u zajednici sa ostalim potlačenim narodima ogorčenu borbu za svoju slobodu i pravo samoodredjenja. Hrvatski narod poručuje vlastodršcima isto ono, što beogradsko „Vreme“ od 9. Okt. 1926 poručuje gosp. Stj. Radiću: „Ne zaboravite da je teško, ako ne i nemoguće iščupati iz duše

jednoga naroda zastavu, pod kojom je on prošao preko svoje Golgote za svoju slobodu. Ne zaboravlja se lako ta zastava i nema te sile na ovom svijetu, ni topovske ni ukazne, koja za jednu noć može zbrisati njemu svetu i dragu uspomenu.“

I stoga je hrvatski federalista nar. zastupnik Dr. Milan Žanić prigodom prijema čeških i slovačkih zastupnika u bivšoj hrvatskoj sabornici progovorio iz duše hrvatskoga naroda, kad je pred skupljenim zastupnicima iz čehoslovačke republike usklikano: *Žasto se krije istina pred Česima i Slovacima? Sadašnji ustav ne vrijedi ništa! Devet milijuna ljudi s njim je nezadovoljno. Kad bude uništeno današnje državno uredjenje, opet će uskrsnuti hrvatski sabor.*“

Krešimir Ivačić

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

Η 24^η ΟΚΤΩΒΡΙΟΥ*

Οι έκλογές έπροκυρήχθησαν. Κάτω από την πίεση των άριστερών κομμάτων, ο Κονδύλης αναγκάστηκε έπι τέλους να προβεί σε βουλευτικές έκλογές, αντιμετωπίζοντας έτσι τόν ζήτημα της ίδιας του άποχωρήσεως. Ο συστηματικός άγώνας των κομμάτων, άπληλαγμένω από τόν έφιάλτη — Πάγκαλο, είχε ήδη άρχισεί από πριν. Η Κυβέρνηση τού Κονδύλη διαφέρει από τόν άνατραπέν καθεστώς τού Βοναπαρισμού κατά τούτο, ότι δέν διαθέτει τά μέσα πού διέθετε τόν δέύτερο. Έτσι ο Κονδύλης είναι ύποχρεωμένος, ύστερα από την στρατιωτική του νίκη έναντίον των „δημοκρατικών ταγμάτων“, να δοκιμάσει να χρησιμοποιήσει ειρηνικά όπλα για να χτυπήσει τούς αντίπαλους του, ή τούλάχιστο για να κατορθώσει να „νομιμοποιήσει“ τις θέσεις πού κατέλαβε με τά όπλα στό χέρι. Η προκήρηση των έκλογών χρησιμεύει ως διάλυση της κοινής αντίληψεως, ότι τόν καθεστώς τού Κονδύλη δέν είναι τίποτε άλλο από μία συνέχιση τού άνατραπέντος καθεστώτος.

Η κατάπιψη τού κινήματος δέν έπέφερε καμμιά καλλιτέρευση. Η „δημοκρατική Ένωσή“ είχε απαιτήσει την προκήρηση των έκλογών και ήδη, λίγες μέρες ύστερότερα, κάτω από την πίεση της ριζοσπαστικής μικρομπουρζουαζίας, ο πρωθυπουργός ύριξε την ήμερα των έκλογών. Έν ώ έν τούτοις, στό ζήτημα της φόρμας έλήφθησαν ύπ' όψει οι απαιτήσεις των ομάδων της άριστερας, στην πραγματικότητα, δέν έγινε τίποτε όσον άφορά τις κοινωνικές διεκδικήσεις της άριστερας.

Ο Πάγκαλος είχε άρχισεί τόν πρώτο του πραξικόπημα με την άναγγελία ενός ριζοσπαστικού άγροτικού προγράμματος, με την εισαγωγή ενός „μεταρρυθμιστικού“ σχεδίου. Ο Κονδύλης δέν δίδει καμμιάν ύπόσχεση. Άκόμα ούτε καν τόν ζήτημα τού ένοικιστάσιου έκανονίσθηκε όριστικά; ένοικιστάτες και ιδιοκτήτες άλληλοπολεμούνται, τόν ζήτημα μένει έκκρεμές, και ή Κυβέρνηση δέν κάμνει τίποτε για να λύση τόν ζήτημα. Έν ώ άφ' ενός δέν είναι καθόλου συνεπής στην υπεράσπιση των συμφερότων της μικρής μπουρζουαζίας, των έργατών, των ύπαλλήλων, και έν ώ δέν παρατείνει τόν ένοικιστάσιο, προσπαθεί από την άλλη μεριά να κερδίσει τή μπουρζουαζία κάνοντας παραχωρήσεις. Ο νόμος περί περιορισμού της κερδοσκοπίας σιγά σιγά καταργήθηκε, και τόν γεγονός ότι ακόμα ύφίσταται μία ποινή φυλακίσεως διαρκείας έως 3 μηνών και ποινή προστίμου έως 100.000 δραχμών, δέν αποτελεί καθόλου έναν αποτελεσματικόν άγώνα κατά της κερδοσκοπίας ή όποια έπέφερε την πτώση της δραχμής. Όλα τά ζητήματα πού τόν καθεστώς τού Παγκάλου δέν ειμπόρεσε να λύσει, μένου ακόμα σήμερα άνοιχτά. Τόν ίδιο συμβαίνει και με την οικονομική πολιτική και με τόν ζή-

τημα της προστασίας των εθνικών μειονοτήτων. Έν τώ μεταξύ, ή καινούργια Κυβέρνηση έπροσπάθησε να γεννήσει στό έξωτερικό την εντύπωση ότι ή σταθεροποίηση της καταστάσεως έκαμε προόδους. Να γιατί καταργήθηκε ή ποινή τού θανάτου, έν ώ τά στρατοδικεία διατηρούνται με περιορισμένη δικαιοδοσία. Πάντως, τόν σημερινόν καθεστώς, δέν είναι σε θέση να σώσει την οικονομική κατάσταση: ή ανεργία σε μερικές περιοχές σπουδαίες, μάς τόν δείχνει αυτό.

Οι όπαδοί των κομμάτων δέν τώβαλαν στό νού τους καν να κάμουμε μία σοβαρή προσπάθεια για την λύση της καταστάσεως, τόν καιρό πού οι άρχηγοί τους εύρίσκονται στην φυλακή. Οι όπαδοί τού Πλαστήρα δέν είναι σε θέση να κάμουμε μία πολιτική καμπάνια και να χρησιμοποιήσουν τόν όπλο της κριτικής σε στιγμή πού θάπτετύγγανε ή κριτική των όπλων τους. Μερικές ομάδες θά μέινουν έξω από την έκλογική κίνηση. Ο Έυταξίας έγκατέλειψε την ιδέα να έκθέσει ύποψηφιότητα και ίσως να μην επιδιώξει άλλο από μίαν έδρα στην γερουσία. Η „νόμιμος αντιπολίτευσις“ τού παρχαλικού καθεστώτος σκέπτεται φυσικά άλλα. Ο Ζαβιτσάνος, τού όποιου ή άνοικτη έπιστολή προς τόν Δικτάτορα ήταν ένας από τούς κυριώτερους παράγοντας της πτώσεως τού τελευταίου, ώργάνωσε μίαν „Πολιτική Ένωσή“ ή όποια φαίνεται πως είναι προωρισμένη να άποτελέσει την άκρα δεξιά μέσα στην παράταξη των νομίμων κομμάτων της καινούργιας καταστάσεως. Στις γραμμές των φιλελευθέρων έγινε ένας καθαρός χωρισμός από την άκρα δεξιά και ή „Ένωσις Φιλελευθέρων“ πού συνεστησεν ο Καφαντάρης με τόν Μιχαλακόπουλο, στρέφεται κυρίως κατά της άκρας δεξιάς πτέρυγος, την όποια ή Μπουρζουαζία δέν έχει πιά ανάγκη. Τόν έκλογικό πρόγραμμα δέν έδημοσιεύθηκεν ακόμα, μά ένα πράγμα φαίνεται πως είναι βέβαιο: Ο Κονδύλης έχει έγκαταλειφθεί από τή φιλελευθερη μπουρζουαζία και είναι τώρα ύποχρεωμένος να προσπαθήσει να κερδίσει τή ριζοσπαστική μικρομπουρζουαζία — ή να καταφύγει στις βίαιες μεθόδους τού προκατόχου του.

Ο Παπαναστάσιου, ο άρχηγός της „δημοκρατικής Ένώσεως“ έχει πλήρη συνείδηση τού γεγονότος ότι από καθαρώς κοινοβουλευτικήν άποψη ή θέση του θά είναι καλλίτερη από τή θέση τού Κονδύλη. Ένας συμβιβασμός δέν θά ώφελοσε παρά τόν τελευταίον μόνον, και θά έξέθετε σοβαρά τή „δημοκρατική ένωση“. Η θέση τού κόμματος αυτού έγινε δυσκολώτερη επίσης, έπειδή τόν σοσιαλιστικό κόμμα έχάραξε μία καθαρότερη γραμμή άποχωρισμού άπ' αυτήν.

Η άποχή των μοναρχικών, ο αποκλεισμός — έν μέρος έκούσιος και έν μέρος άκούσιος — των δημοκρατικών ομάδων της δεξιάς θά φέρει μία άριστεροποίηση της βουλής, και τούτο θά γίνει κατά τούτο μάλλον καθ' όσον και οι κομμουνιστές τώρα πιά μπορούν να παρουσιασθούν έλεύθερα. Είναι αλήθεια ότι δέν πρέπει κανείς ναποσιωπά τόν γεγονός ότι τόν τελευταίον λόγο, τόν αποφασιστικό, δέν θά τόν έχει ή βουλή, άλλα εκείνοι πού κρατούν τά πραγματικά

* Την τελευταία στιγμή μαθαίνουμε ότι οι έκλογές άνεβλήθησαν για τις 7 Νοεμβρίου.

„πόστα“ της εξουσίας. Νά γιατί η αναδιοργάνωση της ένοπλου δύναμεις κάτω από τον έλεγχο των εργαζομένων μαζών, άποτελεί μίαν άπόλυτον ανάγκη. Η έλληνική επανάσταση πρέπει χωρίς άλλο να πραγματοποιήσει την μεταρρύθμιση των άμυντικών της δυνάμεων — είδ' άλλως θά διαλυθεί ή ίδια από τη βίαιη τρομοκρατία των νικητών πραιτωριανών.

Οί εκλογές της 24 'Οκτωβρίου δέν θ' αποφασίσουν περί της τύχης της Έλλάδος, άλλα άπλώς θά δείξουν τις διαθέσεις του

Έχει ο έλληνικός λαός, ύστερα από την πτώση του τυχοδιώκτη βοναπαριστού. Μονάχα όταν το στρατιωτικό ζήτημα τεθεί επί τάπητος, μόνον όταν ο στρατός δημοκρατικοποιηθεί, τότε μόνον θά δημιουργηθούν οι έροι για μιά λύση του προσφυγικού ζητήματος, του άγροτικού ζητήματος, του ζητήματος των έθνικών μειονοτήτων και της σταθεροποίησης της έλληνικής έλευθερίας έναντίον του „δημιουργού“ της, του στρατηγού Κουδύλη.

Μελιχρός

FEDERAȚIA BALCANICĂ

BI-LUNARĂ

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR ASUPRITE DIN BALCANI

APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

Fuziunea naționalo-țărănistă

Un șir de fapte recente, printre cari ultimul este fuziunea naționalo-țărănistă, dar cari se țin lanț dela înfrângerea liberalilor în alegerile agricole din August anul trecut, dovedesc că în viața politică a României au loc schimbări adânci. Pedeparte masele populare încep să caute noi orientări, drumuri noi cari să le ducă la țelul până acuma încă neatins: la doborârea stăpânirii oligarhice. Pedeałtăparte grupele conducătoare din partidele opoziției caută și ele „orientări“ noi, noi mijloace cu ajutorul cărora să ajungă a gusta însfârșit din avantajile puterii și guvernării. Tendințele masselor și ale grupelor conducătoare din partidele opoziției se află astfel în contradicere: masele tind spre luptă și mai îndărjită contra oligarhiei, conducătorii naționalo-țărăniști tind să se înțeleagă cu oligarhia. Totuși ambele tendințe au acest lucru comun: amândouă sunt izvorâte dintr'un profund sentiment de dezamăgire față de eficacitatea mijloacelor întrebuințate până acuma în lupta contra oligarhiei.

Deziluzionarea masselor nu trebuie însă confundată cu deziluzionarea conducătorilor. În ce constă deziluzionarea masselor? Masele populare, cari după război prin votul universal deveniseră unul din factorii de căpetenie ai vieții politice, crezuseră până acuma că vor putea doborâ oligarhia cu mijloace pacifice, legale: cu „arma votului“. Conducătorii naționalo-țărăniști predicau masselor învățătura, că o asemenea minune se poate îndeplini în România de astăzi, că trebuie numai răbdare: în cadrul legalității oligarhice oligarhia va fi curând doborâtă și democrația instaurată. Ei bine, experiența anilor de după război a arătat masselor populare că oligarhia nu poate fi și nu va fi doborâtă numai cu „puterea“ votului; eu tot votul universal oligarhia a rămas la putere: prin teroare și fraudă. Masele au pierdut credința în eficacitatea metodelor de „luptă“ întrebuințate până acuma, au pierdut credința că actualii conducători naționalo-țărăniști le pot duce la biruință împotriva oligarhiei: la alegerile parțiale din ultimile săptămâni participarea la vot a fost considerabil redusă. Luatul acesta îl recunosc chiar conducătorii opoziției (senatorul Gh. Pop în *Adevărul*). Țăranul și muncitorul își zic: „La ce folos să mai votăm, să mai înfruntăm gloanțele jandarmilor pentru a putea pune votul în urne, că tot liberalii sau averescanii ies dintrânsele. Degeaba cu votul, trebuie alteeva.“ Și concluzia, pe care masele populare o trag din falimentul liniei politice, urmate până acuma de către conducătorii naționalo-țărăniști în cari ele își puseseră încrederea, este că trebuie găsite și întrebuințate alte mijloace de luptă contra ciocoilor de căt cele de până acuma.

Pe când însă dezamăgirea masselor se manifestă printr'o radicalizare a cugetării lor politice, la conducătorii opoziției dezamăgirea se manifestă printr'o deplasare a politicii lor spre dreapta. Cei mai mulți dintre conducătorii naționalo-țărăniști văd și ei acuma imposibilitatea de a ajunge la putere în România de astăzi prin „arma votului“, prin ploconeli platonice la palat. Dar conducătorii aceștia nu sunt hotărâți să păsească pe drumuri noi, să recurgă la mijloace de luptă reală, la acțiunea efectivă și organizată a masselor. Ce le rămâne atunci de făcut? Nimic alta de căt să capituleze definitiv și fățiș în fața oligarhiei și a palatului. Aceasta este concluzia la care cea mai mare parte din conducătorii partidelor național și țărănist au ajuns în ultimul timp. O concluzie,

precum vedem, diametral opusă celea la care au ajuns, în același timp și de pe urma aceluiaș proces politic, masele largi dela sate și orașe.

În special în Partidul Național aceste tendințe capitulare au ajuns să ia forme de un rar cinism. O bună parte din conducătorii din Transilvania ai acestui partid au ridicat cererea unei fuziuni cu liberalii. O altă parte a conducătorilor, mai ales cei din regat, sunt și ei pentru o înțelegere cu oligarhia, dar prin mijlocirea guvernului averescan. La țărăniști deasemenea, o parte din conducători preconizează o înțelegere cu „un partid de guvernământ“ pentru a da posibilitate Partidului Țărănesc să participe la foloasele puterii. Restul conducătorilor naționaliști și țărăniști au ajuns astfel între ciocanul masselor, cari împing spre radicalizarea liniei politice, și nievoala grupurilor cari cer înțelegere sau chiar fuziune cu oligarhia. Acești conducători sunt partizani ai fuziunii naționalo-țărăniste, dar ei nu se deosebesc în fond de ceilalți. Și ei, ca și ceilalți, nici nu se gândesc să cărmesească spre stânga, și ei sunt adversari ai acțiunilor de masă, despre cari „știi unde încep, dar niciodată unde se termină“. Dar acești conducători înțeleg în același timp că fuzionând cu oligarhia ei se compromit definitiv în fața masselor. Fără influență asupra masselor acești conducători pierd însă cea mai mare parte din preț pentru oligarhie. Pentru a putea stoarea dela oligarhie o sumă cât mai mare de avantagii, conducătorii opoziției socotesc că e mai bine dacă se unesc între ei și se prezintă uniți în târguiala cu oligarhia. Deaceia ei au ajuns să fuzioneze. Aceasta este sensul fuziunii naționalo-țărăniste. Pedeałtăparte oligarhia va înțelege și ea că, decât o fuziune a oligarhiei numai cu o parte din conducătorii opoziției, e mai bine ca să se lase în sânul partidului fuzionat naționalo-țărănesc acele grupe de conducători ai opoziției deja oligarhizați și gata să intre în partidele oligarhice, pentru a putea manevra prin ei în sânul „noului“ partid, pentru a putea influența prin ei asupra lui dinăuntru și a-l preface și mai ușor și în întregul lui într'o unealtă a oligarhiei.

Conducătorii naționalo-țărăniști mai urmăresc apoi prin fuziune să magnetizeze din nou iluziile trecute ale masselor. Ei contează că masele își vor întoarce încrederea iarăși spre dânșii, zicându-și: „Ceeace nu au putut face Partidele Național și Țărănesc separate, poate că vor izbuti să facă ele acuma unite: să capete puterea.“ Însfârșit fuziunea este în planul conducătorilor naționalo-țărăniști și un mijloc de a împiedica sau cel puțin amâna ea o parte din grupele, cari preconizează fuziunea sau înțelegerea pe față și directă cu oligarhia, să se deslipească de partidele național și țărănesc.

Fuziunea naționalo-țărănistă, departe de a fi un pas spre biruința împotriva oligarhiei, este dimpotrivă un pas spre subordonarea completă a partidelor național și țărănesc față de oligarhie și palat. Ea constituie un pas spre dreapta, o etapă în procesul de alcătuire a frontului unic al oligarhiei cu vârfurile corupte ale burgheziei mijlocii și mici. Dealmintrelea, chiar felul în care s'a hotărât fuziunea arată, că fuziunea nu înseamnă o evoluare a Partidului Național spre stânga, ci o evoluare a Partidului Țărănesc actual spre dreapta. Numele „noului“ partid fuzionat va fi „naționalo-țărănesc“ — deci o subliniere a caracterului de întăetate „naționalistă“ a noului partid, în opoziție cu sublinierea caracterului țărănesc, deci de clasă al Partidului Țărănesc de până acuma. În programul comun adoptat de ambele partide fuzionate se renunță apoi la principiul însuși al luptei de clasă, care figura în loc de frunte în teroia fostului Partid Țărănesc. Deasemenea, cererea unei noi exproprii, denumită „a doua expropriere“, pentru a reduce pro-

prietatea mare agrară la 100—200 ha. conducătorii țărăniști au lăsat-o să cadă. Cât despre ridicarea stărei de asediu nici pome-neală, căci se știe că în ultimile zile ale trecutului parlament liberal președintele partidului fuzionat de astăzi, d. Maniu, a acceptat în chip tacit, la o provocare a d-lui Tătărescu, menținerea stărei de excepție „impotriva dușmanului dinăuntru” în cazul când Partidul Național ar fi chemat la guvern. Deasemenea, nici-o vorbă de amnistie sau de abrogarea legilor de excepție pentru „menținerea liniștei publice” sau îndreptate contra libertăților muncitorești.

Fuziunea, această defecțiune en gros a conducătorilor „opozitiei”, nu se va efectua fără unele „defecțiuni” izolate. „Dacă-i vorba de înțelegere cu oligarhia, noi o putem face pe cont propriu”, își zice o parte din conducătorii cei mai reacționari ai Partidului Național, aceia cari și până acuma nu erau decât agenții oligarhiei în mijlocul opoziției. Aceștia văd cu ochi răi fuziunea, pentru că ei înțeleg acuma, că în noul partid conducătorii țărăniști vor avea preț mai

mare la oligarhie decât ei, conducătorii reacționari cunoscuți și răscunoscuți, cari nu mai pot înșela masele. Astfel gruparea Jorga va căuta înțelegerea cu oligarhia pe cont propriu. Deasemenea și gruparea Argetoianu. Nu este exclus ca și alte elemente să se desprindă din partidele fuzionate. Dar aceasta nu atinge faptul fundamental și esențial: fuziunea este o evoluție spre dreapta a conducătorilor opoziției mic-burgheză-chiaburiste, în contrazicere cu evoluția spre stânga a masei populare.

Mai curând sau mai târziu oligarhia va pricepe folosul ce-l poate ea trage dela partidul fuzionat și se va înțelege cu el. În chipul acesta conducătorii naționalisto-țărăniști fuzionați vor participa într'un fel sau altul — fie prin mijlocirea unei coaliții cu averscani, fie direct cu liberalii, ba poate chiar și „singuri” — la o parte din avantagiile puterii: dar sub eghemonia liberalilor și sub patronajul palatului.

I. Mateescu

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

НАША АНКЕТА

КОД ЗНАМЕНИТИХ ЕВРОПСКИХ ПОЛИТИЧАРА И КЊИЖЕВНИКА

О БАЛКАНСКОЈ ФЕДЕРАЦИЈИ

Одговор женевске социјалистичке партије

Шарл Бирклен

Родио се је 30 септембра 1881 и поштарски је чиновник. Први је председник женевске социјалистичке партије. Учествовао је у синдикалном покрету и највише допринео организовању државног персонала.

Од 1914 до 1917 био је први председник швајцарског друштва поштарских чиновника, а затим председник лиге фиксо намештених чиновника, постао је онда секретар федеративног савеза персонала швајцарске конфедерације, који обухваћа 60.000 присталица.

Био је 1919 изабран за посланика у велики женевски савет и председао му је године 1925. Он је од 1922 члан град-

ског савета у Плит-Саконе. Био је 1922 изабран за члана сената и 1925 поновно изабран у тај државни савет.

Он се је специјално посветио питању станова и много је допринео издавању уредаба, којим се настојало олакшати несташницу станова за време рата и после њега.

Године 1918 након више конференса он је први покушао да конституира кооперативну задругу станара. И ова задруга поседује сада у Женеви читаво насеље са 120 кућа.

Лисјен Гијан

Родио се је 1885, поштарски је чиновник, секретар сеоске социјалистичке групе и централног комитета женевске социјалистичке партије.

Ми вам ово одговарамо на разна питања, која нам постависте о политчком положају на Балкану.

1° Јасно је да је деоба Македоније између Грчке, Југославије и Бугарске злочиначко дело, веома подобно да изазове нове ратове на Балкану и потом у Европи и целом свету. Ова деоба не одговара принципу слободног самоопредељења народа.

2° У колико ми познајемо политичке прилике на Балкану, можемо да кажемо да се права народних мањина на Балкану не поштују нити да су довољно заштићена. На Балкану влада најжешћи притисак.

3° Средство да се учини крај овом стању било би једино конституирање федерације слободних балканских народа, која би ујединила њихове економске интересе. И кад би балканске државе имале заједнички царински и економске режим, оне би имале онда слободан приступ на Црно, Егејско и Јадранско море. У крилу ове федерације могле би народне мањине управљати саме собом по својој вољи. И Македонија би могла тако опег дочекати своје уједињење. Само је по себи јасно, да би у овој федерацији централна влада била ограничена само на вањске послове.

И оно, што виђамо у Швајцарској да четири расе живу у потруном складу даје нам повода да нагињемо овом решењу.

4° Исто је тако јасно док у Румунској, Бугарској, Србији и Грчкој влада садашњи режим тлачења и диктатуре не може бити говора о стварању балканске федерације.

5° Да се узмогне реализовати балканска федерација, треба најпре да се реализује демократија у овим различитим државама. Демократија ће довести до нормалнијих одношаја између држава.

Научиће се живети у миру. И тако се приправља терен балканској федерацији, идеалу кому ми желимо највећи успех

За женеvску социјалистичку партију

Председник

Бирклен

Секретар

Гијан

Унутрашњи и међународни положај Југославије

На путу ка отвореној диктатури

Према најновијим догађајима који су забележени последњих дана на политичком барометру, положај Узунвићеве владе губи све више карактер латентне кризе и улази у акутну кризу.

Реакционарно-камариљска влада «народног споразума» између радикала и радићеваца на челу, са Николом Узунвићем у тешкој је политичкој агонији и њена се смрт очекује сваког дана. Потначени народи, сељаци и радници у држави С. Х. С. нимало неће за њом зажалити јер се по својим методама рада режим ове владе ни у чему није разликовао од досадашњих антирадничких и контра-револуционарно-хегемонистичких влада. Југословенска буржоазија такође није била путнуо задовољна, неспособност и шепртљанство Узунвићеве владе често је критикована у буржоаској штампи — и најзад, она је фигурирала као провизориј док се лукави бизантинац (да употребим израз Ст. Радића) Никола Пашић не «излечи» од каприциозности према своме суверену.

Није никаква случајност ова предстојећа промена или евентуална реконструкција владе. Овај је режим учинио своје услуге, да ускоро направи места другој једној реакционарној коалиционој политичкој клици са вероватно још оштријим и бруталнијим према обесправљеним радницима сељацима и потлаченим народима.

Никола Никић, министар шума и руда, један од најприснијих пријатеља министра полиције Боже Максимовића морао је дати оставку на положај после неуморног инсистирања Ст. Радића.

Тиме је формално блок Максимовић-Никић пробијен, али узрок ове демисије детерминисан је и другим факторима који су од важности.

У последње време почео је Никић да запоставља као министар најкрупнијих концесија и шпекулација, српске капиталисте у корист крупне хрватске банократије на које он несумњиво намерава да се ослони са својом «странком».

Осим тога писаће једног дела великосрпске штампе тражи отворено **владу јаке руке** — једног српског Мусолинија, који би требао потребном енергијом да васкреће скроз и скроз у корупцију огрезли и болесни економско-финансијски, социјални, политички и културни организам Југославије.

Другим речима треба завести отворену и безобзирну диктатуру, цанковљевог типа под врховном командом човека «јаке руке» који би окружен био одличним штабом опробаних, искусних и конструктивних српских политичара и генерала, за време док се Хрвати и Словенци не науче конструктивној политици. Намера је очигледна и она се без дубље анализе може прозрети, у том се правцу пуној паром ради, јер то «захтева» унутрашњи и спољни престиж државе, коју гуши тешка привредна криза хаос и несрећеност у државном апарату, корупција, афере, огромни дугови, све веће незадовољство широких маса и т. д.

Оволико ради опште карактеристике тренутне политичке ситуације.

Какво је стање појединих политичких партија у односу на дану ситуацију?

1. **Код радикала**, од важности је напоменути повратак Н. Пашића из тихог изгнанства, који је сада по писању «Политике» здравији и крепкији но икада, што ће рећи оран за борбу са свима који му стоје на путу за поновни долазак на власт, т. ј. пречишћавање рачуна у радикалној странци, припремање терена за поновни долазак на власт и враћање изгубљених позиција, и организоване борбе против једног дела дворске ка-

мариле и беле руке која је непријатељски расположена према њему.

Задатак и сувише опсежан за амбициозног осамдесетогодишњег старца крај све праксе и философирања на француској и домаћој ревијери. Треба имати на уму чињеницу да су Пашићеве шансе у посланичком клубу прилично слабе, док су се битно побољшале његове позиције међу ситно буржоаским елементом у странци. Млађи и интелигентније радикалски посланици великим делом осетили су политичку и физичку немоћ свога вође и инклинирају ка амбициозном и зрелом министру полиције Б. Максимовићу делом ка Нинчићу јер су сви жедни пљачке и власти. Главна битка извојеваће се на предстојећем конгресу радикалне странке.

2. **Код радићеваца**. Политика радићеве хрватске сељачке странке према радикалима остала је готово иста као и за време радићевог министровања. Радикали међутим, као изразити представници великосрпске хегемонистичке политике нису не у Узунвићевом кабинету «народног споразума» променули политику запостављања Хрвата. Напротив, положај хрватског сељака погоршава се свакодневно. Као сатисфакција за поделу власти, могу се забележити мање концесије репрезентативног карактера и нешто у погледу персоналне промене државне администрације у Хрватској.

Отуда и све јочи пораст незадовољства у хрватској сељачкој странци противу Радића, тиме се објашњава и тренутно нерасположење према Београду, питање даљег опстанка Никића у влади, борба против непуних конвенција и демонстративни гест на загребачкој станици приликом доласка чехословачких парламентарара у Загребу. Донкихотском спонтаном демонстрацијом Радић није побосао бедно стана хрватско сељаштво и питање хрватске независности, **то ће питање ипак морати решити у отвореној борби хрватски сељаци и савезу са пролетаријатом против хегемонистичког српског империјализма.**

3. **Демократска заједница** између демократа и босанских муслимана, који су се недавно фузионирали иду на то да своје позиције ојачају у сталној нади да овако удружени дођу на власт било са радикалима, у случају распада радикалско-радићевске коалиције, било са другим парламентарним групама.

4. **Остале политичке партије**: клерикалци нарочито у Словенији сигурни у свој елемент чекају погодан предух да уђу под извесним условима у владу, остала мање партије земљорадници, немци, црногорске федералисте већим делом чекају исход ове најновије кризе ради даље ориентације.

Спољна политичка ситуација Југославије у знаку је ерозавања и мољакања. Најновији догађаји у Грчкој, кондилисово анулирање грчко-југословенског уговора, посета Бурова у Рим, закључење румунско-италијанског уговора јасно показује чине ницу, јачање позиција Белића Мусолинија на Балкану. И док је Нинчић председавао у Женеви дотле је Мусолини вешто позитивне послове свршавао. У последњем моменту путује краљ Александар са Нинчићем у Париз да обнове завет, који може данас врло мало да користи, јер је француска дипломатија преживела овог пута заједно са Нинчићем један немали фијаско.

При оваквом стању ствари када је и спољна и унутрашња ситуација у Југославији у знаку крваве реакције и опасности за нове ратове обесправљени народи Југославије морају више но икад радити не што тешкој сарадњи са сиромашним сељацима и радницима за остварење Балканске Федерације.

У заједничкој борби против данашњег империјалистичког хегемонистичког српског режима, у борби противу нових империјалистичких ратова на Балкану, за независност потлачених нација, противу беле диктатуре, кроз савез радника и сељака и, потлачених робова македонских кршета хрватских сеоских пролетарца црногорских изглањених горштака и осталих сапаченика у слободну федерацију балканских народа.

Димитрије Јовановић

ایله پارچالانمش، هیچ کیسه طرفندن بو بدبختک اجزای وجودی بیله طوبلا نغمه جسارت ایدیله مامشدر، قول باجاق کوز قولاق صوقاقلرده سورتمشدر. بلغار حکومتده بر پولتیقه متهمنی مدافعه ایتمک حتی رفع اولمشدر. هیچ بر آووقات پولتیقه متهمنی مدافعه ایده مز. چونکی بلغار قانونی بونی منع ایشدر. ایسته بلغار قانونی «هرنه صورته اولورسه اولسون حکومتک، پولیسک، قوه عسکریه نك آرادینی بر آدمی هیچ بر کیسه نك هیچ بر صورته معاونت ویاردم کوسترمسی قانوناً ممنوعدر». ایسته سزه دها آجی مثالر: چانقوف حکومتک بلغاریه ده یادیغی جنایتله قارشی بتون عالم انسانیت ماتم طومش و از جمله انکله قادین جمعیتی طرفندن پولتیقه مغدورلینک عائله لرینه و برلک اوزره پارا طوپلایور بلغاریه کوندر یلیور. چانقوف حکومتی، جلاد حکومتی بو پارایی نه یاپسین بککه نیرسیکز! مصادره قونفیسقه ایدیور ضط ایدیور عینی صورته آمریقاده بر انسانیت پرور جمعیتی افرادی حکومت طرفندن پارچالانان، احما ایدیلانلرک عائله لرینه ۴۰۰۰ طقوزبیک دولارلق بر اعانه کوندر ییور بو پارانک بلغارستانده کیرمسنه امکانی بولنه مامش پارا حدود خارجنده قالمشدر براوو حکومت، بو، مشروطی بر حکومتدر دکلی! قانون اساسینده مصونیت شخصییه حریت وجدان، حریت کلام، حریت مساکن، حریت مطبوعات، حریت اجتماعات وار بوتون بونلری بر اسامله فونستیتوانت ایله یاپان وکویاکه بر قرالک وه توسی ایله تصدیق اولنان بو قانونلر قارشوسنده زوالکی بلغار ملتی نهلر چکیور. ماکدونویالی قارداش اسارتدن قورتولوق ایچون سنه لجه قان دوکد یلک عبد الحمید حکومتی بو قدر آچیق ظلم یامامشیدی دکلی! او حکومتک باری بلغار حکومتی کبی بر قانون اساسسی یوقدی. کینی ده سپوتیک بر حکومت ایدی. بو ایسه قانونی، مشروطی حکومت، بو سنک سینه گدن چیقمش وکندی فانک پهاسیله بیکلرجه قربان ویره رک میدانه چیقاردیغک بر حکومتدر. بو کندی حکومتک مکتبیری قیایور، غزته لری قالدیریور منور، قیبتلی نه قدر انسان وارسه اورتادن قالدیریور، چانقوف حکومتنه مخالفدر دی یه ۲۶ اوتوز آلتی غزته جی قیبتلی محدر اولدیریلیور، غائب ایدیلیور، بونلری دکل بر حکومت اسکی تیولنک اردوسی بیله یامامشدر. بو کونکی بلغار حکومتنده نه ملیت، نه ملت، ونه ده قانون وار، بو حکومت تماماً صاتیلیش بر تشکیلا تله یاشیور پولیس وعسکری ته ورریزمی بونلرک دستوری بونلرک حق وعدالتدر بونلری بن سویله میورم. بو سویله دکلم هب حقیقی دو قومنتالی، شاهدلی مثالدر. باق بلغار قارداش کندی قانکله قازاندیغک بلغار استقلالیتی، حکومتی دهانه لر یاییور. بو حکومتک بر حریت ناظری شفره ایله عسکرله بو امری ویریور:

۱ — تکمیل غارنیزونلر و تکمیل مراکز عسکریه اغرار وکویلیلر حقنده یاییلاجق اجرا آت ایچون محلی حکومت قومیتله لرله اکلاشه رق بونلر حقنده اک شدتلی تدابیر اتخاذ اولنه جقدر.

۲ — هر شیدن اول بو پارتیزانلرک اک منور، اک مقتدر، اک جسور اولانلری معصوم اولسون مظنون اولسون وثائقه اصلا اهمیت ویرمیرک ومرحت دوشونلمبرک بلافااته وقت اتلاف ایدیله جکلدر.

۳ — تعقیب اولنانلرک عائله لرینه دخی کندیلرینه یاییلان معامله نك عینی یاییله جق و خانه لری احراق ایدیله جکلدر.

۴ — شاید بو صنف خلقدن بعضیلری خانه لره کیزله نیرلرسه در حال قوه عسکریه به خبر ویریله جک و کیزلندیکی خانه لر عسکری پترول طولومبه لرله احراق ایدیله جکلدر.

۵ — توقیف ایدیلان بو قبیل کیسه توقیفلرندن نهابت یکریمی درت ساعت طرفندن احما ایدیله جکلدر. کوریور مینسک ماکدونویالی قارداش بو امری سنک ملتک سنی محو ایتمک ایچون ویریور. امین اول، اینان که بو امر بر دشمن اردوسنه قارشی بیله بو قدر غدارانه ویریله مز، بو سطرلری ماکدونویا تاریخی اوتانه رف یازا جقدر. کویلی پاراسیله، اغرار پاراسیله، عمله نك آلتک تر یله طوپلایلان پارا ایله آنلرک اولرینی یاقق ایچون طولومبه و پترول صاتین آلیور ملتک منور کینلرینی کسمک ایچون قیلج و قصابورا آلیور. بو شفره لی امر دن صوکره بلغاریه ده ۱۹۲۴ حزیر آندن قاته درال سو قصدینه قدر = ۱۹۲۵ سنه سنه قدر ۱۵۰۰۰ اوزبش بیک کشی اولدیرلمشدر.

انکلیز لایور پارتیسندن قادینلر جمعیتی قومیسینونک طوندینی بر ایستایستیکه، بر حسابه کوره چانقوف حکومتدن طوتیکز شمدی به قدر بلغارستانده ۲۵ یکریمی بشی مبعوث اولوق اوزره ۲۰۰۰۰ یکریمی بیک اغرار اولدیرلمشدر.

Neu Leader نامنده نشر ایدیلان بر انکلیز رساله سی بلغارستانده کی جنایتلر حقنده بر مقاله یازیور. بو مقاله نك بر فقره سی بودر. «همان اینانلیه جک درجه ده کورینن بو حقیقی معلوماتی ویرمک مجبوریتنده م: بر آی طرفنده بلغار حکومتی ۱۱۵ پولتیقه مهمی اعدام ایشدر» آمر بقا غزته جیلرندن Chals Maus بویله یازیور: قاته درال وقعه سندن آلتی کون صوکره بلغاریه ده ۲۰۰۰۰ اوتوزبیک موقوف و ۴۰۰۰ درت بیک محکومین سیاسییه واریدی. دوشونکر آلتی کون طرفنده بو حکومتک محکمه سی نصل اولبورده درت بیک کشی بی محکوم ایده جک وثائق بولیور فرض ایده لم وثائقلری الده اولسه بیله درت بیک کشی نك استجواب واستنطاق آلتی کونده نصل ممکن اولایلیر؟ بو آجیقلی صحیفه لر قارشو سنده بتون عالم انسانیت اغلامشدر ۴۰۰۰ درت بیک کشی بی بر حکومت ایله قانون نامنه همان اولدیرمک هیچ بر حکومتک وصف وشاندن دکلدر. بو وصف بر اشقییا وصفیدر، بر اشقییا چته سنک یابه بیله جکی بر ایشدر. بر ملت افرادینک کندی ملتی حقنده قانون نامنه، حکومت نامنه بو قدر شقیجه سنه حرکت ایتدیکنی تاریخ خاطرلایه ماز. زواللی بلغار سن نه اولدک نه دن بو قدر نه زیلدک، سنک بو یوک عزمک واردی. سن جسوردک، حریت، حق وعدالت عاشقی ایدک، نیچون بو قدر اشکنجه لر، بر قاچ کیشی نك حرص و احتراصی نامنه بتون ایده آلتی بر اقدک، غیرت بره یکیت بلغار نه زیله، ملت سنکله ایشچی سنکله، حق سنکله، اللهک عنایت ومعاونتی ده سنکله در. ایلری، بو اسارت زنجیرینی قیر، آرتق زمان بکله مز.

شار (مابعدی وار).

بalkan فدراسیونی

هر اون بش کونده انتشار ایدر

بalkan اقلیتلرینک و مظلوم ملتلرینک مجموعه سیدر

بالعموم balkan لسانلرنده بازیمقدهدر

ماکدونیا خاطراتی

(بشخی مکتوب)

بلغار ماکدونیا سندهکی مظالمدن

قانونلرنده حکومتک، پولیسک، ژاندارمانک تعقیب ابتدیی بر آدمی کیمسهک آرامغه. صورمغه حتی یوقدر بو، قانوناً منع اولمشدر. بلغار قانونی وجداننده قادیلق، صیك، کوچولک اوقوماز، نه واله قیزی نه ده ارکک قاریسنی حکومتدن صوراماز. بر آلمان پروفیسوری بالقانده قادیق و چوققلر اوزریته حکومتیلرک یاندقلری جنایتلری برساله ایله نشر ایشدر. برساله ده یایلان قتللر. جنایتلر اسم اسم کوسترلشدر. چوجغنی جگر پاره سنی صاقله ق ایسته دیکندن طولایی آلمش یاشلرنده بر بابا (Anka Sinco) ژاندارما طرفندن قاصه طورا

اولکی مکتوبده سزه بلغار قارداشلریمزک بلغار آئندن کندی ملتندن چکدیکی و چکمکده اولدیغی فلاکتلردن بر آرز یازمشدم. بو اچی حقیقتلردن بو درین قانی یارالرمزدن ده برابر دردلشه جکم. شمیدیکی بلغار حکومتی عادتاً اسکی ترکیا سلطانی عید الحمید حکومتک بیک قات بدتریدر: عبد الحمید حکومتده بر بابا پولیقه یوزندن یاقالانان اولادینی حکومت قورقوسندن رد ایدر. اولادلقدن چیقاربردی. فقط بو قورقو بلاسی ایدی. شمیدیکی بلغار حکومتی بونی قانونه یاپور. بلغار حکومتی و حتی تکمیل balkan حکومتلری

Adresse du journal
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour
6 mois 0.25 et 3 Schil. pour l'Autriche,
5 et 60 cents pour tous pays restants

Texte français (949-958)

Notre Enquête sur la Fédération Balkanique
Hamilton Fyfe — Frederick William Jowett — Maximilian Brandeis — Paul Louis: Complications et intrigues Balkaniques
G. Kazanovsky: La politique extérieure du gouvernement Liapcheff
Le Meeting de Paris contre la Terreur en Roumanie et en Bulgarie
Contre la Terreur Blanche en Roumanie
I. Mateescu: La fusion du parti national et du parti paysan en Roumanie
Dobroudjansky: Vains efforts
Le II^e Congrès des minorités ethniques
B. Delitch: L'oppression des minorités nationales en Yougoslavie
Les réfugiés albanais s'adressent à la S. d. N.
La réaction dans les Balkans: Faits et événements

Texte allemand (959-960)

Unsere Enquete über die Balkan-Föderation
Maximilian Brandeis
Melingos: Zum 24. Oktober

Texte bulgare (960-964)

G. Kazanovski: Вжшната политика на правителството Ляпчев Митинга в Париж против терора в Ромжния и Бжлгария
Апри Барбос: Толкова сложен ли е наистина македонският вжпрос?
С. Г.: Дочо Михайлов
Анис: Гжрция пред нови сжбития

Texte albanais (964-965)

Enqët-a e jonë permbi Federacionin Balkanik
Charles Burklin
Lucien Guillard
E. Perali: Shqiprija në gjiri të politikës s'Orientit

Texte croate (965-967)

Naša Anketa o Balkanskoj Federaciji
Dr. Leonhard Rägaz
Leon Nicole
Krešimir Ivačić: Zagreb i posjeta čeških zastupnika

Texte grec (967-968)

Μελινγος: Η 24^η Οκτωβρίου

Texte roumain (968-969)

I. Mateescu: Fuziunea naționalo-țărănistă

Texte serbe (969-970)

Наша Анкета о Балканској Федерацији
Шарл Бурклин
Лусјен Гијан
Димитрије Јовановић: Унутрашњи и међународни положај Југо-славије

Texte ture (971-972)

شار: ماکدونیا خاطراتی — بشخی مکتوب